



Le Soleil, Raymond Laviolette

Au début de la séance, Mme Rita Migneault avait demandé au conseiller de l'opposition, M. Jean Bégin, à droite, de déposer officiellement une pétition de près de 2,500 signatures, contenue dans une réplique de maison, puisqu'il fut le seul à défendre leur cause devant le conseil.

Charlesbourg

L'affaire Migneault crée des remous à l'hôtel de ville

◆ Dans une salle presque remplie à capacité et dans un climat tendu où le président a dû faire de nombreux rappels à l'ordre, la famille Hippolyte Migneault est venue déposer, hier soir, une pétition de près de 2,500 signatures pour demander à la ville de Charlesbourg de pouvoir disposer de sa propriété sans les entraves causées par l'inscription de leur demeure dans l'inventaire des maisons patrimoniales.

par Yves **THERRIEN**

Les interventions du public furent de plus en plus nombreuses et bruyantes pendant les explications du maire Ralph Mercier sur la création du comité de travail pour l'analyse des biens patrimoniaux. Quelques personnes furent même menacées d'expulsion.

Le maire a été particulièrement chahuté lorsque qu'il a affirmé qu'il était impossible d'exclure un bâtiment de la liste des biens patrimoniaux en raison de la procédure de refonte des règlements municipaux de construction et de zonage. Selon un rapport déposé, hier matin, par

le service de l'aménagement et du transport, 18 maisons ont été retenues dans les possibilités d'exclusion de l'inventaire. "La maison Migneault ne fait pas partie de ce groupe", a confirmé le maire Mercier.

Le comité de travail, qui aura des pouvoirs de recommandations, devra déposer son rapport dans les 90 jours.

Au début de la séance, Mme Rita Migneault avait demandé au conseiller de l'opposition, M. Jean Bégin, de déposer officiellement la pétition puisqu'il fut le seul à défendre leur cause devant le conseil. Avant la séance, Mme Migneault avait expliqué qu'elle et les membres de sa famille étaient prêts à occuper l'hôtel de ville si le conseil ne leur donnait pas de réponse positive immédiatement. "Tout est prêt, ajoute-t-elle, nous aurons nos sacs de couchage."

Plutôt que de passer à l'occupation et en tenant compte de son état

de santé, ses enfants ont, plus tard, convaincu leur mère de s'adresser à la cour pour avoir gain de cause.

Pour sa part, le président de la Société historique de Charlesbourg, M. Paul-Aimé Paiement, a déposé la copie d'une résolution de l'organisme s'opposant entre autres à la démolition de la maison des Migneault et demandant à la ville de se doter d'une politique claire visant la protection des maisons dites "patrimoniales".

Selon la société historique, la vente de la maison doit respecter intégralement les règles de protection du patrimoine de la ville. Elle ajoute que les 300 maisons répertoriées constituent une richesse collective indéniable dont on ne peut permettre la démolition ou la disposition sans maugréer. Dans le dossier Migneault, il lui apparaît souhaitable d'analyser tout projet sérieux visant à conserver la maison même si elle en vient à abriter un commerce comme dans le cas de la maison Dorion, de la 41e Rue.◆

Ste-Foy: l'opposition s'unit pour forcer l'achat des écoles

◆ Les deux partis d'opposition, majoritaires au conseil municipal de Sainte-Foy, Présent Sainte-Foy et le Renouveau municipal, ont uni, hier soir, leurs forces pour faire adopter une résolution exigeant l'achat des écoles Saint-Isabelle et Ressources par la ville de Sainte-Foy.

par Pierre **MARTEL**

La mairesse de Sainte-Foy et les conseillers de son parti ont voté contre la résolution proposée par le conseiller Gilles Myrand et appuyée par le conseiller Anatole Robichaud.

"Cette résolution est entachée d'irrégularité. On essaie de me forcer la main au lieu d'essayer de discuter. De toute façon, je vais utiliser mon droit de veto", a indiqué Mme Boucher.

"Si vous utilisez votre droit de veto, nous allons revenir avec cette résolution à la prochaine réunion du conseil", a répliqué le conseiller Claude Allard.

Pour la mairesse de Sainte-Foy, la résolution entérinée par les conseillers des deux partis d'opposition est entachée d'irrégularité. Tout règlement à incidence financière doit venir du comité exécutif de la ville avant d'être présenté aux membres du conseil municipal.

À cela, le conseiller Gilles Myrand réplique que son groupe est prêt à aller contester la validité du règlement de régie interne du conseil devant la cour supérieure s'il le faut. "C'est une bonne occasion de contester sa validité", a-t-il ajouté.

Plusieurs dizaines de citoyens des secteurs des écoles Sainte-Isabelle et Ressources ont assisté à l'assemblée d'hier soir. A maintes reprises, elles ont réagi aux interventions favorables à l'achat des deux écoles par la ville.

Leurs porte-parole ont indiqué, pendant la période des questions, leurs craintes de ne pas pouvoir

trouver d'autres locaux de loisirs si les deux écoles sont vendues à l'entreprise privée.

Rappelons que, la fin de semaine dernière, la Commission scolaire Les Découvreurs a publié des appels d'offres pour la vente des écoles Sainte-Isabelle et Ressources.

Toutefois, cette procédure n'inquiète pas le conseiller Myrand. Celui-ci estime que la commission scolaire, n'étant tenue de n'accepter aucune des soumissions, pourrait

en venir à une entente avec la ville si cette dernière voulait acquérir les deux écoles.

Pour sa part, la mairesse Andrée Boucher maintient sa position exprimée au cours des dernières semaines. "Avec le budget qu'on a voté, on n'a pas les moyens de faire ces acquisitions. J'ai eu le courage de défendre deux fois des hausses de taxes et on m'a bloquée. Or, à chaque fois, j'ai entendu de toutes parts qu'on ne pouvait pas augmenter les taxes," dit-elle.◆

Regroupement avec Saint-David

Lévis a assez étudié

◆ LÉVIS - Les membres du conseil de ville de Lévis sont unanimement favorables à un regroupement avec la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière et ils se sont même engagés, hier soir, à octroyer des avantages fiscaux importants à ces contribuables voisins. Mais les études ont assez duré; il faut procéder conjointement à l'élaboration de la requête officielle dans les plus brefs délais, doivent écrire, aujourd'hui, les édiles de Lévis à leurs collègues de Saint-David.

par Gilles **PÉPIN**

Surprise, confiait un peu plus tard en soirée le maire André Carrier, de Saint-David. "Avant de commenter, nous allons regarder attentivement", a déclaré au SOLEIL M. Carrier, ajoutant toutefois avoir l'impression que le conseil de Lévis parle déjà de regroupement alors que certains coûts devant être découverts ne sont pas encore connus; "ce qui serait illogique..."

Le maire Vincent Chagnon et son équipe ont conclu par ailleurs qu'il faut un pôle économique plus fort en face de Québec et qu'une seule administration pourra mieux

planifier et coordonner le développement. Ils ont aussi souligné les avantages d'une mise en commun des équipements. Le regroupement, selon ce conseil, ne coûtera rien aux contribuables actuels de Lévis en raison de la disponibilité d'une subvention de \$488,285 devant être octroyée en cinq ans par le gouvernement du Québec.

Aux contribuables de Saint-David, qui avaient eux-mêmes, très majoritairement, insisté, l'année dernière, pour que leurs élus fassent réaliser l'étude de regroupement, Lévis propose une réduction du fardeau fiscal: \$162,979, pour la première année du regroupement, \$210,921, pour la deuxième année, et \$258,863, pour la troisième année, soit un avantage cumulé de \$632,763; ce qui représente environ \$0.23 par \$100 de valeur imposable en trois ans.◆

**MIROIRS, ARGENTERIE
CUIVRE, ETAMAGE**
● Réparations ● polissage
**HC HÔPITAL DE CHAUDRONN
QUÉBEC ENR. 687-2559**

**LA
CLINIQUE
TARDIF ENR.**
595, boul. Charest est
Tél.: 529-9721

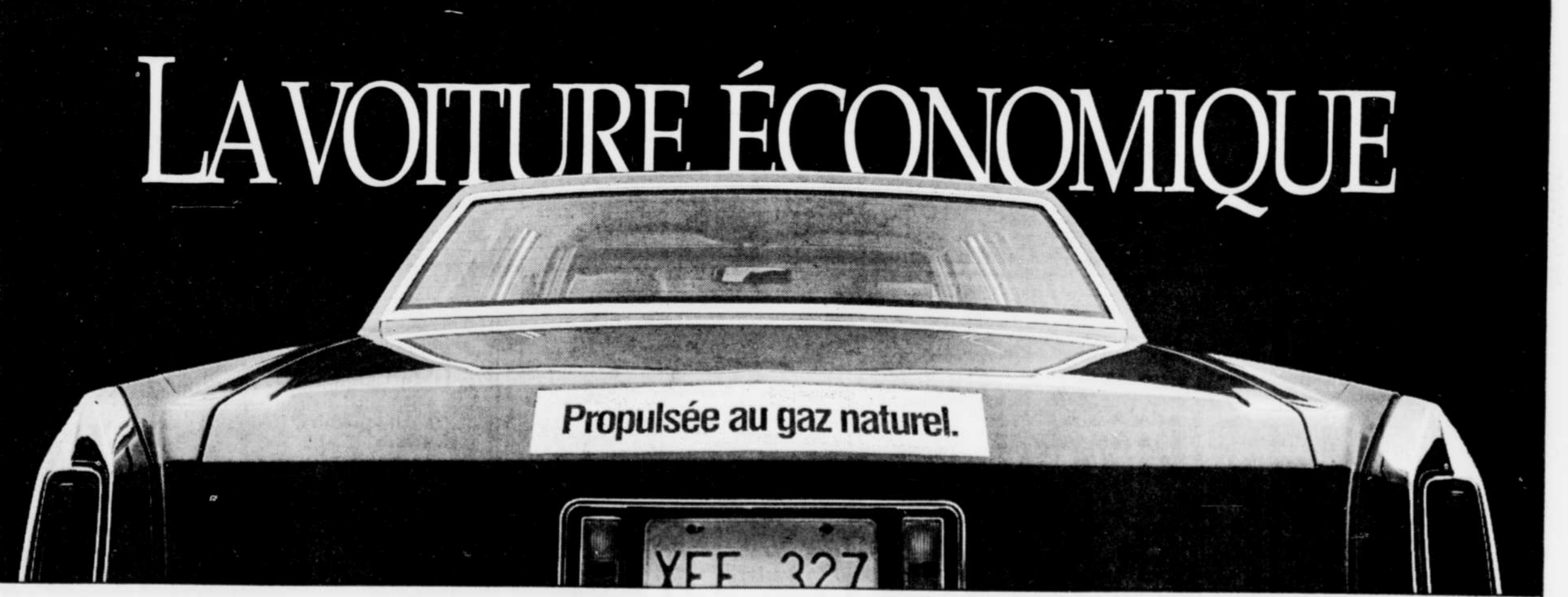
**DR MARTIN GIASSON
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES**
Optométristes
● Examens de la vue
● Verre de contact ● Lunettes
● Soins professionnels complets

Docteur Baignoire Estimation gratuite
Emailage de baignoires à domicile ou à l'atelier.
Procédé à l'émail cuit.
Travail garanti.
Depuis 20 ans au Québec.
345, boul. Bastien, Neufchâtel, Québec
843-2034

"Depuis 1952"

**CAVALIER
SEDAN 1986**

538A
4 portes, bleu clair, sièges baquets, transmission automatique, dégivreur électrique, suspension HD, moteur 2 litres à injection, radio AM/FM stéréo, miroirs sport, etc.
8 995\$
MARLIN
Chevrolet Oldsmobile inc.
Ste-Foy, Québec
2145, boul. Charest ouest
688-1212



Propulsée au gaz naturel.

Votre voiture vous coûte-t-elle trop cher en essence? Vous pouvez régler ce problème en la convertissant au gaz naturel. Vous économiserez d'abord à la pompe. Et ce n'est qu'un début! Étant donné qu'un moteur au gaz naturel reste propre plus longtemps, il fonctionne mieux et vous coûte moins cher en frais d'entretien. Vous désirez de nouveau rouler à l'essence? Appuyez tout

simplement sur le commutateur installé à cet effet sur le tableau de bord. Dès maintenant, le gouvernement du Canada vous offre une subvention imposable de 500 \$ par véhicule, pour vous permettre de convertir votre voiture, votre camion ou votre parc de véhicules au gaz naturel. Vérifiez également les possibilités de subvention sur le plan local.

Vous roulez dans une voiture économique si vous avez la bonne idée d'adopter le gaz naturel. Pour plus de renseignements, communiquez avec l'entreprise de distribution de gaz naturel de votre région.

Le gaz naturel: le carburant économique.

Énergie, Mines et Ressources Canada
L'Hon. Marcel Masse, Ministre

Energy, Mines and Resources Canada
Hon. Marcel Masse, Minister

Canada

L'ACTUALITÉ LOCALE

Lauzon finit d'élargir la 132

♦ LAUZON - La ville de Lauzon prévoit continuer l'élargissement de la route 132 à quatre voies, dès cette année, depuis l'intersection de la rue Caron jusqu'à celle de la route Lallemand.

par Gilles PÉPIN

Donnant suite à un engagement pris à l'occasion de la campagne électorale de l'automne dernier, le maire Jean-Marc Lessard vient d'annoncer que la société Roche et associés a été mandatée pour l'élaboration des plans et devis.

M. Lessard a dit espérer que l'avis d'appel d'offres pourra être publié en mai.

Il reste une formalité d'importance, cependant, qui manque encore: l'acceptation par les contribuables d'un règlement municipal devant décréter l'emprunt nécessaire. Le conseil municipal doit déposer ce règlement lors de sa séance plénière du 9 février.

La ville de Lauzon doit aussi s'adresser au ministre des Transports du Québec pour obtenir une subvention. Les édiles s'attendent à une contribution qui équivalra à 75 pour 100 des coûts, ce qui a déjà été octroyé pour un semblable travail effectué à Saint-Romuald et à Saint-David.



Le Soleil, Jean Vallières

L'Association des restaurateurs de la Grande-Allée a fait venir une quinzaine de sculpteurs de Saint-Jean-Port-Joli, afin qu'ils réalisent des oeuvres en glace vive dans cette artère achalandée.

Une équipe de NBC va filmer le carnaval

♦ À son tour, le réseau américain de télévision NBC déléguera une équipe, en fin de semaine, à Québec, pour effectuer l'enregistrement d'une "capsule" de cinq à dix minutes sur diverses activités du carnaval. Celle-ci serait ensuite diffusée à l'émission *Today Show*, devant près de 40 millions de téléspectateurs, entre 7h et 9h, le vendredi 13 février.

par François ROY

Cette équipe d'une dizaine de techniciens du réseau NBC devrait débarquer chez nous, jeudi, et sera pilotée par des responsables de la fête, vers le couronnement de la reine du 33e carnaval, jeudi soir, au palais de Bonhomme, et par la suite à travers les attractions, vendredi, samedi et dimanche, pour pouvoir filmer des événements comme le premier défilé nocturne, samedi, dans Limoilou, le Super Beach Party, etc., selon les propos de Jean-Marc Lessard, agent de relations.

En bref

● La directrice des communications Hélène Turcotte tient à rappeler à l'intention des personnes qui voudraient encore participer au tirage du condo-soleil, une valeur de \$100,000 à Pompano Beach, qu'elles n'ont plus que quelques jours pour composer le 623-4192, et acheter leur billet à \$100 chacun, car c'est le soir du 12 février à l'occasion du Super Casino Royal, au centre municipal des congrès, que sera connu le gagnant ou la gagnante.

● Les enfants sont impatients de voir arriver samedi, car place de la Famille leur ouvrira ses glissades, ses jeux, ses séances de maquillage, la patinoire de la Saint-Charles, etc., sans parler de la grande fête costumée avec prix et défilé qui partira du Centre Durocher, près de la rue Sainte-Thérèse. À noter que c'est demain soir, à 20h, que sera inaugurée la rue du Carnaval.

● Profitant du carnaval de Québec, le Club des collection-

neurs d'épinglettes invite le public à sa 3e exposition provinciale, les 7 et 8 février, au Centre des congrès. Elle sera inaugurée par Bonhomme Carnaval, à midi, et se poursuivra jusqu'à 17h, dimanche, en faisant voir plus de 60,000 épinglettes collectionnées par une quarantaine de membres.

● Le parc historique national du port de Québec présentera dans le cadre du carnaval, une activité d'animation avec Alfred le bûcheron ou la vie dans les chantiers au XIXe siècle, au centre d'interprétation, 100, rue Saint-André, de midi à 16h, du 7 au 15 février.

● Toute personne ou organisation qui voudrait des objets souvenirs du carnaval de Québec, peut s'adresser chez Dispensaco Inc., au 1600, rue Durocher, ou encore dans plusieurs stands dans les centres commerciaux, assure le président Marcel Dion. Il est le fournisseur officiel du Carnaval avec chandails, trompettes, ceintures flechées, épinglettes, dra-



AGF

VOTRE REÉR CONSTITUÉ DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT GARANTIS VOUS COÛTE-T-IL DE L'ARGENT?

REÉR AGF

(INVESTIT À 50% DANS LE FONDS CANADIAN SECURITY GROWTH FUND ET À 50% DANS LE FONDS CANADIAN TRUSTEED INCOME FUND)

ANNÉE	CONTRIBUTION ANNUELLE (LE 1 ^{er} JANVIER)	VALEUR TOTALE DU REÉR (LE 31 DÉCEMBRE)
1977	5 500 \$	6 258 \$
1978	5 500	14 213 \$
1979	5 500	22 367 \$
1980	5 500	35 961 \$
1981	5 500	41 363 \$
1982	5 500	54 767 \$
1983	5 500	76 828 \$
1984	5 500	90 269 \$
1985	5 500	123 453 \$
1986	5 500	145 823 \$*

*Jusqu'au 30 novembre 1986

REÉR CIG

(INVESTIT DANS UNE SÉRIE DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT GARANTIS À ÉCHÉANCE D'UN AN)

ANNÉE	CONTRIBUTION ANNUELLE (LE 1 ^{er} JANVIER)	TAUX ANNUEL DE RENDEMENT	VALEUR TOTALE DU REÉR (LE 31 DÉCEMBRE)
1977	5 500 \$	8.0	5 940 \$
1978	5 500	7.0	12 241 \$
1979	5 500	10.0	19 515 \$
1980	5 500	12.5**	28 142 \$
1981	5 500	13.5**	38 184 \$
1982	5 500	15.5**	50 455 \$
1983	5 500	10.5	61 830 \$
1984	5 500	8.8	73 255 \$
1985	5 500	9.8	86 473 \$
1986	5 500	8.5	99 139 \$

**Ces rendements ont été réalisés au cours d'une période connaissant des taux d'intérêt inhabituellement élevés. *Jusqu'au 30 novembre 1986

En plaçant les économies que vous investissez dans votre Régime Enregistré d'Épargne-Retraite (REÉR) dans les fonds mutuels AGF, vous pouvez obtenir un revenu à l'époque de votre retraite sensiblement supérieur à celui que vous pourriez obtenir à partir d'un REÉR constitué de Certificats d'investissement garantis ou dépôts à terme.

UNE SOMME SUPPLÉMENTAIRE DE 46 684 \$ POUR VOTRE RETRAITE!!

Considérez l'exemple suivant. Supposons, qu'il y a 10 ans, vous avez investi la contribution de 5 500 \$ à votre REÉR dans un certificat d'investissement garanti à échéance d'un an. L'année suivante, vous avez pris ces 5 500 \$ ainsi que l'intérêt généré, y avez ajouté un autre 5 500 \$, et avez investi cette nouvelle somme dans un autre certificat d'investissement garanti à échéance d'un an. En procédant ainsi chaque année pendant les 10 dernières années, votre REÉR s'élèverait maintenant à 99 139 \$.

Par contre, supposons qu'il y a 10 ans vous avez placé la même somme de 5 500 \$ dans un REÉR équilibré réparti en égales proportions entre les fonds d'actions canadiennes de première qualité de AGF et le fonds AGF constitué à 100 % d'obligations gouvernementales canadiennes. En ajoutant chaque année

5 500 \$ dans ce REÉR et ce pendant 10 ans, vous auriez aujourd'hui 145 823 \$. Il s'agit là d'une différence de 46 684 \$, accumulée en 10 ans seulement!

AGF possède huit fonds mutuels différents qui donnent entièrement droit aux avantages d'abri fiscal des REÉR et qui vont d'un fonds conservateur constitué à 100 % d'obligations gouvernementales à des fonds d'actions dynamiques à forte croissance. Aucune autre Famille de fonds de REÉR vous offre un choix aussi vaste d'occasions d'investissement.

DES RENDEMENTS SUPÉRIEURS CONSTANTS

Fondée en 1957, AGF gère aujourd'hui plus de 2 milliard de dollars pour plus de 200 000 Canadiens. Les fonds mutuels AGF se classent régulièrement parmi les meilleurs en obtenant des rendements supérieurs au cours de n'importe quel climat économique. Ne s'agit-il pas là de la performance dont vous avez besoin dans votre REÉR?

INVESTISSEZ DÈS AUJOURD'HUI

Le choix d'un REÉR est l'une des plus importantes décisions d'investissement que vous aurez à prendre au cours de votre vie. Ne devriez-vous pas obtenir des rendements équilibrés, année après année, en investissant chez AGF? Après

tout, votre revenu de retraite est trop important pour qu'il dorme dans une banque.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou un formulaire de souscription à un REÉR AGF, communiquez avec votre courtier, spécialiste des fonds mutuels, envoyez ce bon ou appelez-nous. Votre retraite en dépend.

OUI, je souhaite investir dans un REÉR correspondant à mes besoins changeants. Veuillez m'adresser de plus amples détails sur le REÉR équilibré d'AGF.

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

PROV. _____ CODE POSTAL: _____

TÉLÉPHONE (RÉS.): _____

TÉLÉPHONE (BUR.): _____

Postes à: **REÉR Équilibré de AGF** C.P. 50 Centre Toronto-Dominion Toronto, Ontario M5K 1E9 SANS FRAIS 1-800-367-1780 LS-3-2-87

30 ANS DE PRÉPONDÉRANCE DANS LE SECTEUR DES REÉR

Vous trouverez en dessous les noms de chaque personne ou compagnie ayant directement ou indirectement un intérêt de plus de 1% en capital dans AGF Management Limited: Charles Warren Goldberg, William Robert Farquharson. Cette publicité ne doit pas être regardée comme une offre publique. Cette offre est faite uniquement par prospectus dont des copies peuvent être obtenues comme mentionné plus haut.

La Voix gaspésienne publiée le dimanche

♦ MATANE - Le groupe Quebecor vient de lancer une édition dominicale d'une de ses plus récentes acquisitions, *La Voix gaspésienne*, un hebdomadaire matanais vieux de 31 ans.

par André DIONNE

Le premier numéro de *La Voix du dimanche*, tiré à 9,800 exemplaires, a été distribué gratuitement, dimanche dernier, dans les foyers de la municipalité régionale de comté de Matane.

Pour le moment, a signalé le directeur de l'information Gilles Gagné, la nouvelle parution n'a pas une vocation d'information.

Le but de cette publication de 16 pages, format tabloïd, qui demeurera gratuite, est d'abord d'accueillir les annonceurs qui trouvaient un peu tardive la publication régulière du mercredi, notamment pour les offres hebdomadaires dans le monde de l'alimentation.

Effectivement, les pages du premier numéro regorgent de publicité et l'espace rédactionnel occupé d'abord par des textes dits de service.

Par ailleurs, a noté M. Gagné, il n'est pas exclu que l'aspect information soit développé éventuellement mais pas avant que la publicité ait poussé le nouveau journal à 24 ou 28 pages.

Pour le moment, le nombre minimum de pages a été fixé à 12 mais on croit maintenir le niveau atteint

dans ce premier numéro, soit 16 pages.

La Voix gaspésienne

Le groupe Quebecor que dirige Pierre Péladeau, a pris possession de ce journal au tout début d'octobre dernier, tout juste avant que le journal ne fête ses 31 ans d'existence sous la direction de la famille Lapointe de Matane.

La Voix gaspésienne, reconnue pour la qualité de son contenu, tire à 8,200 exemplaires vendus, selon les relevés de l'ABC, le BBM des journaux.

Les nouveaux acquéreurs ont modifié peu de choses depuis leur prise de possession sinon que la mise en page a été modifiée légèrement et que les titres ont pris une allure un peu plus "accrocheuse".

La rédaction compte trois journalistes à plein temps que dirige le chef de l'information. La création de cette édition du dimanche n'a entraîné aucun ajout de personnel.

Depuis l'acquisition de *La Voix gaspésienne*, l'empire Péladeau a acheté un autre hebdomadaire de la région de Québec, à Beauport.

On sait également que Quebecor lorgne également *L'Echo-Progress* de Rimouski qui, lui aussi, publie deux fois la semaine.

Ce n'est pas confirmé mais cette volonté d'acheter ce journal est un secret de polichinelle tout comme les tentatives répétées d'acquiescer aussi *Le Rimouskois*.

VERRES DE CONTACT
CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD
Gaëtan Richard, md
FRCS(C)
1045, chemin Ste-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital St-Sacrement
683-4450

AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL

Un souvenir que vous ne trouverez pas n'importe où...
à 69\$* par nuit!

Le forfait-souvenir d'affaires ou de vacances comprend:
• Une grande chambre pour une ou deux personnes
• Le petit déjeuner continental
• Le journal quotidien

Spécial enfants:
Les moins de douze ans occupant votre chambre ont droit gratuitement à tous les plats inscrits au menu pour enfants.

RÉSERVEZ VOTRE CHAMBRE DÈS MAINTENANT ET DEMANDEZ NOTRE FORFAIT-SOUVENIR.

Composez sans frais le 1-800-HOLIDAY

* Non valable pour groupes. En vigueur jusqu'au 12 avril 1987. Nombre de chambres limité.

Holiday Inn
Holiday Inn centre-ville
420, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
Canada
H3A 1B4
(514) 842-6111

Ottawa fait rénover le vieux quai Boulanger

Coup de pouce au bassin de Montmagny

♦ MONTMAGNY - Une étape préliminaire très importante dans le projet d'aménagement du bassin de Montmagny est enfin franchie.

par Gilles PÉPIN

Le gouvernement fédéral fait rénover le vieux quai Boulanger,

dont il n'a plus besoin, avant de le céder à l'administration municipale, qui prévoit déjà y ajouter un port de plaisance. Ce même gouver-

nement vient aussi de favoriser la réalisation d'une étude de faisabilité axée sur le potentiel touristique, récréatif, commercial et utilitaire du bassin et de l'archipel de l'île aux Grues et de Grosse-Île.

Le député de Bellechasse, M. Pierre Blais, donnait une conférence d'information, hier matin, sur le quai Boulanger, une structure excédentaire et désuète de Travaux publics Canada, justement pour annoncer cette collaboration qui est donnée à cette municipalité de la Côte-du-Sud et ainsi reconnaître officiellement le mérite des efforts amorcés localement dans un objectif de prise en main de l'économie et d'une mise en valeur des ressources touristiques.

Bien entendu, cette collaboration du gouvernement fédéral ne règle pas encore le problème d'accessibilité difficile au quai du large, celui qu'utilise à marée haute (d'avril à novembre) le traversier Grues-Îles. Une décision n'est pas encore prise dans ce dossier, qui est difficile en raison des investisse-

ments très considérables qui sont requis, a déclaré une nouvelle fois le député Blais.

Dans deux ans?

Mais, ce que le député fédéral de Bellechasse a annoncé, hier, a suscité l'enchantement du maire de Montmagny, le Dr Gilbert Normand, lui qui s'est justement fait élire, en novembre 1985, avec un programme centré sur le développement économique, la mise en valeur du bassin et la remontée du saumon dans les rivières du Sud et Bras Saint-Nicolas, deux beaux cours d'eau qui sillonnent majestueusement la ville de Montmagny.

Le maire Normand est confiant qu'une infrastructure touristique pourra être mise en place d'ici une couple d'années.

Hier soir, il était encore question de ce projet au conseil municipal, qui a résolu d'acquiescer le barrage surmontant la chute de la rivière du Sud, à l'extrémité du grand bassin où s'étend le fleuve Saint-Laurent. La ville achète le barrage, pour le prix d'un dollar, de M. Yves Gendreau qui conserve la propriété ou était situé autrefois le vieux moulin seigneurial. "Une

transaction normale, puisque la ville assumait déjà l'entretien du barrage", a simplement commenté M. Normand.

Potentiel étudié

Des travaux de consolidation, au coût de \$133,530, ont été entrepris, hier, au vieux quai Boulanger, situé presque au fond du bassin. Le ministre des Travaux publics du Canada a octroyé le contrat à l'entrepreneur Martin Mercier, de Montmagny. Après l'exécution, aux environs du mois de mars, cette structure sera cédée à la ville pour une somme nominale.

Quant à l'étude du riche potentiel du bassin et de l'archipel de Montmagny, le député Pierre Blais a précisé qu'une subvention de \$22,600 était octroyée à cette fin à la nouvelle Corporation du havre du bassin. Celle-ci peut ainsi embaucher un technicien en génie civil et un aménagiste, dont le mandat sera précisément de suggérer des améliorations qu'il convient d'apporter aux infrastructures et aux services en considérant notamment les aspects relatifs au financement et aux éventuelles retombées économiques. ♦



Le Soleil, Jean Vallières

Le gouvernement fédéral a annoncé, hier, la rénovation du vieux quai Boulanger (à droite), dont il n'a plus besoin, avant de le céder à l'administration municipale, qui prévoit déjà y ajouter un port de plaisance. Quant au problème d'accessibilité difficile au quai du large (au centre), celui qu'utilise à marée haute le traversier Grues-Îles, une décision n'est pas encore prise dans ce dossier.

Boischatel: le conflit reste dans l'impasse

♦ C'est toujours l'impasse dans les négociations entre la municipalité de Boischatel et ses cinq employés, en grève depuis un an exact.

par Gérald OUELLET

Le conflit dure depuis un an exact.

C'est du moins ce que le maire Roland Lavoie a laissé entendre, hier, lors d'une assemblée du conseil municipal, à la suite d'une question posée par M. Alain Bourbeau, un citoyen qui désirait

en savoir plus long sur ce conflit. Pour M. Bourbeau, ce conflit de travail se fait sur le dos des citoyens même si les syndicats de la municipalité assurent les services essentiels pendant cette grève.

Pour lui, c'est un entêtement de la part du maire et il serait temps de régler le problème dans les plus brefs délais.

Pour M. Michel Clément, un autre citoyen, les négociations doivent se faire entre les deux parties et non pas lors d'une assemblée du conseil municipal réunissant plus d'une cinquantaine de personnes.

Pour l'instant, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), affilié à la FTO, demande pour ses membres la sécurité d'emploi alors que le maire Lavoie désire conserver son droit de gérance. Le maire en a profité pour souligner une récente rencontre entre le conseiller syndical pour ce dossier, M. André Pouliot, ainsi que les négociateurs pour la partie patronale. Mais depuis quelques semaines, c'est toujours le statu quo.

Un fait inusité dans ce conflit de travail, pendant que les syndicats assurent les services essentiels, il ne reste plus personne pour effectuer le piquet devant les établissements de la municipalité. ♦

Beauport a un plan quinquennal pour ses équipements récréatifs

♦ Le conseil municipal de Beauport vient d'accepter un plan quinquennal de développement des équipements récréatifs et les priorités d'implantation ont été classées en cinq catégories. Il s'agit de projets totalisant les \$6,890,000. C'est du moins ce que laisse entendre un rapport soumis au conseil par le Service des loisirs et parcs de la ville.

par Gérald OUELLET

Les projets jugés les plus prioritaires sont: la construction d'une bibliothèque municipale, l'aménagement d'une piste cyclable, du parc des Cascades au camping municipal, la réfection des parcs Bourg-Royal et de Courville, la construction d'un dépôt d'équipements de loisirs, l'agrandissement du cha-

teau Jean-Guyon, la réfection du 95, rue Savio, à Villeneuve, et l'amélioration des tennis Fargy.

Les projets classés nécessaires sont: le prolongement du réseau cyclable permettant de rejoindre ceux des villes environnantes, la construction d'une salle polyvalente dans le quartier ouest (Giffard), la réfection du parc Mgr-Robert et de celui adjacent au centre communautaire des Chutes.

Les projets souhaitables sont: l'aménagement d'un réseau cyclable liant le camping municipal à la chute Montmorency, la réfection de la grande salle du centre de loisirs La Sablière et la réfection du parc Dominique-Savio.

Pour leur part, les projets conditionnels sont: l'aménagement d'un parc de secteur dans Bourg-

Royal, la construction d'une piscine intérieure et la construction d'un stade couvert (aréna) intermédiaire.

Finalement, les projets qui méritent qu'une analyse approfondie soit réalisée avant d'entreprendre des travaux importants sont: la vocation du camping municipal, celle des arènes relativement à leur polyvalence et leur utilisation maximale, la construction d'une salle de spectacles, l'aménagement d'une base de plein air au lac Monette, la vocation du centre de loisirs Ulric-Turcotte et l'aménagement d'une plage publique. ♦

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES

Pour 10 h 30 heure de Montréal

<p>BCZ.60237.F le mardi 17 février 1987 RACCORDS DE DÉRIVATION CUIVRE ET ALUMINIUM</p> <p>Admissibilité: Place d'affaires au Québec Garantie de soumission: 30 000 \$ Prix du document: Gratuit</p>	<p>BCZ.60245.F le mardi 17 février 1987 CONNECTEURS À COMPRIMER EN ALUMINIUM</p> <p>Admissibilité: Place d'affaires au Québec Garantie de soumission: 60 000 \$ Prix du document: Gratuit</p>	<p>BCZ.70001.F le mardi 17 février 1987 BOULONS À TÊTE HEXAGONALE EN ACIER INOXYDABLE</p> <p>Admissibilité: Place d'affaires au Québec Garantie de soumission: 10 000 \$ Prix du document: Gratuit</p>
<p>LCP.79002.A le mardi 24 février 1987 Région Maisonneuve Poste Bern Montréal</p> <p>INSTALLATION ÉLECTRIQUE ET TRAVAUX CONNEXES DE GENIE CIVIL (ADDITION 1987)</p> <p>Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission: 10 000 \$ Prix du document: 25 \$</p>	<p>HDM.77133.A le mardi 3 mars 1987 Région Maurice</p> <p>INSTALLATION DE POTEAUX ET D'ANCRAGES</p> <p>Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission: 70 000 \$ Prix du document: 25 \$</p>	

Les conditions de chacun des appels d'offres sont précisées dans un document qui peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et 13 h 30 à 16 h 00 à l'endroit suivant:

HYDRO-QUÉBEC
GROUPE EXPLOITATION
Direction Approvisionnement de l'exploitation
Service Achats, Contrats et Surplus d'actif
8181 av. de l'Esplanade, 3^e étage
Montréal, (Québec) H2P 2R5
Pour renseignements: (514) 383-2500

Si le document n'est pas gratuit, le montant de 25 \$ est NON REMBOURSABLE et doit être payé sous forme de chèque visé ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec. La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé ou de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance. Seules les personnes physiques ou morales qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau mentionné plus haut sont admises à soumissionner. Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission. Le chef de service, Achats, Contrats et Surplus d'actif René Cantin

commission scolaire beauport

AVIS PUBLIC

Prenez avis qu'à une ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES de la commission scolaire Beauport, tenue le 14 octobre 1986 (CC-86-43) il a été résolu de céder rétroactivement au 1^{er} juillet 1985 à la commission scolaire Chutes-Montmorency, en application du protocole d'intégration conclu entre ces commissions scolaires, les immeubles auparavant propriété de la commission scolaire régionale Orléans situés sur le territoire de la commission scolaire Chutes-Montmorency.

Toute personne intéressée peut prendre connaissance du texte de la résolution de même que de l'acte de cession annexés qui contiennent la description détaillée de ces immeubles, au bureau du secrétaire général de la commission scolaire Beauport, 3301, boul. Mgr-Gauthier, Beauport.

Donné à Beauport, ce 3 février 1987

DIANE PROVENCHER
Directrice générale

Travaux publics Canada / Public Works Canada

PROLONGATION DÉLAI DE SOUMISSION
ENTREPRISE

Appel d'offres no 86M-314P. Projet no 601200-601745. Aménagement du parc portuaire (travaux généraux) - Lot 005, TROIS-RIVIÈRES (Québec)

Veuillez noter que la date limite de réception des soumissions précédemment fixée au 12 février 1987 est reportée au jeudi 26 février 1987 à 15:00 (heure de Montréal).

Informations générales: tél. (514) 283-2497/6554

Canada

AUJOURD'HUI... INAUGURATION OFFICIELLE!

VENEZ FÊTER ÇA

Les détaillants Gulf font peau neuve. Ils afficheront dorénavant les couleurs de la grande équipe Ultramar.



AVEC LA CARAVANE ULTRAMAR



CASQUETTE GRATUITE!
aux 50 premiers clients qui achèteront 25 litres ou plus de carburant.

GRATUIT!
VERRE IMPORTÉ D'EUROPE avec chaque achat de 25 litres ou plus de carburant.*

*Pour un temps limité chez les détaillants participants.

ET DE NOMBREUSES SURPRISES!

Itinéraire du Mardi 3 février

- 09h30** Laurent Tremblay, Dépanneur 7 Jours
2, avenue Lamontagne, Québec
- 11h00** Bernard Giguère, Provi-Soir
71, des Cascades, Beauport
- 12h45** Roland Lavoie
5490, boul. Ste-Anne, Boischatel
- 14h00** Lucien Ferland
466, Côte-du-Pont, Île d'Orléans
- 16h00** Charles-H. Ferland
10993, bou. Ste-Anne, Beauport

Ultramar

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur
JACQUES-G. FRANCOEUR
Redacteur en chef et Editeur adjoint
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition
JACQUES DUMAIS

Les vols aux dépens du fisc

Le groupe d'étude sur la fiscalité du Québec présidé par le député libéral Yves Séguin ne nous apprend rien de nouveau en affirmant qu'au moins \$1 milliard échappe annuellement au fisc. Le rapport, rendu public la semaine dernière, aurait été beaucoup plus complet avec un deuxième volet pour suggérer à l'Etat de meilleurs moyens pour dépenser les \$20 milliards qu'il perçoit chez ses contribuables à chaque année.



par
Vianney
DUCHESNE

En fait, le bateau est troué à la proue et à la poupe. Comment convaincre un assisté social ou un chômeur de déclarer ses revenus de "jobbinne" quand des députés et des ministres ne repoussent pas les conflits d'intérêt et que l'Etat investit des millions de dollars dans une célébration sportive à caractère aussi privé que Rendez-vous 87? L'évasion fiscale devient presque normale lorsque les moeurs d'une société et la moralité publique l'encouragent par les mauvais exemples et les dépenses fastueuses.

Notre système fiscal est basé sur le principe de l'auto-cotisation, sauf pour les salariés soumis aux déductions à la source; le travailleur autonome paie s'il respecte volontairement les lois. Les trous dans le régime de taxation du Canada et du Québec sont énergiquement dénoncés depuis longtemps. Ce serait faire preuve d'angélisme que de croire que tous les contribuables puissent un jour être disposés à s'acquitter honnêtement de leurs obligations.

L'évasion fiscale est un mal qui touche toutes les classes de la société, autant les pauvres que les riches, autant les individus que les entreprises. En 1983, 79.000 sociétés rentables n'ont pas payé d'impôt. Des vendeurs de tabac et d'essence empochent la taxe du gouvernement. Des hommes d'affaires déduisent de leurs revenus des frais de petites sauteries personnelles. A titre d'exemple, peut-on dire combien des billets à \$350 le couvert pour le repas gastronomique de Rendez-vous 87 ne seront pas directement refilés au fisc? La liste des distorsions est longue.

•••

La réforme de la fiscalité viendra. Le ministre fédéral des Finances l'a promise pour le printemps. Le rapport du fiscaliste Séguin doit donc être pris très au sérieux même s'il ne réussit pas à colmater toutes les fissures. Il devient impérieux de simplifier la loi de l'impôt pour que tous les citoyens puissent s'y retrouver et pour harmoniser le formulaire québécois avec celui d'Ottawa bien qu'un seul serait l'idéal. La première des 64 résolutions, qui suggère de former un comité permanent pour planifier la mise en oeuvre des 63 autres, doit être approuvée de toute urgence.

Le rapport propose un moyen original pour contrer le travail au noir qui coûte dans les \$300 millions par année en perte de revenus en plus de miner l'industrie de la construction. Mais les propriétaires profiteront des déductions fiscales pour la rénovation de leurs maisons seulement si l'économie d'impôt leur permet de rattraper au moins le rabais accordé par un travailleur qui se fait payer sous la table.

La difficulté de recouvrer tous les revenus est bien illustrée par le certificat à l'égard des impôts fonciers: le ministère du Revenu devrait connaître le coût de location de tous les logements grâce à cette formule puisque tous les propriétaires sont tenus de lui faire parvenir une copie du "relevé 4". Or, des revenus de loyer lui échappent encore.

Les citoyens souhaitent un rapport d'impôt simplifié et juste aux nouvelles réalités sociales. Mais, par-dessus tout, ils veulent que chacun paie sa juste part. Les moyens proposés par M. Séguin sont un pas dans cette direction qu'il ne faut pas hésiter à faire.

BLOC-NOTES

Un "Oui" à Cory

La démocratie, aux Philippines, avance de peine et de misère comme en témoigne la victoire des partisans du "oui" au référendum d'hier, mais elle s'incruste. Tentatives de coups d'Etat étouffées, masquerade de retour de l'ancien président Marcos et de son épouse Imelda, provocations soit des militaires, soit des communistes, qui ont transformé en boucherie une manifestation de paysans dans la capitale, rien n'a été épargné pour priver les Philippines de leur liberté.

Le charisme de Corazon Aquino a eu raison de tous ces obstacles. Présidente à l'arraché, l'an dernier, après avoir mené la contestation de la fraude électorale de Ferdinand Marcos, elle a maintenant le droit de diriger le pays jusqu'au 30 juin 1992. Les élections législatives de mai prochain, par ailleurs, lui enlèveront nombre de pouvoirs en faveur des futurs élus.

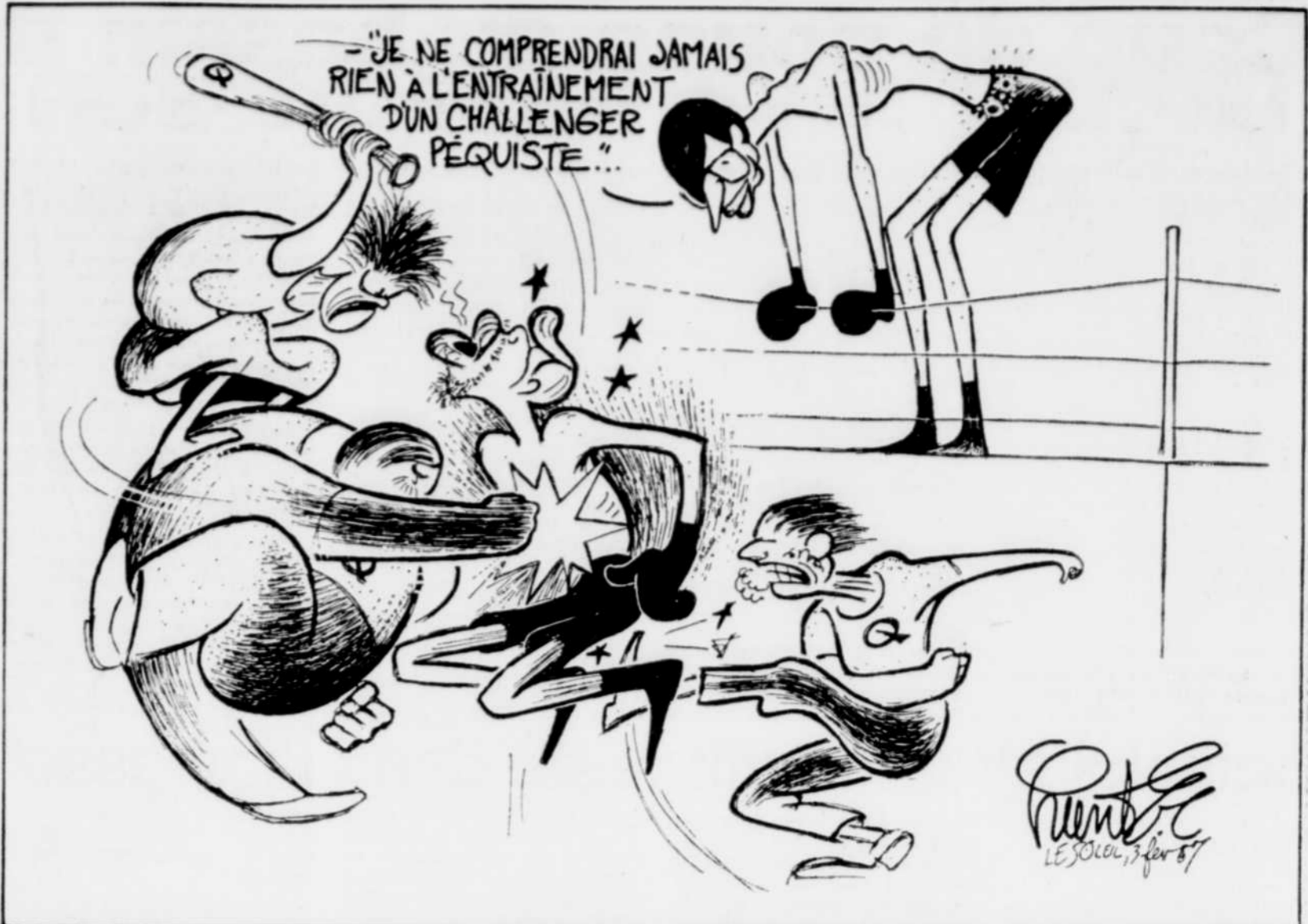
Est-ce à dire que le ciel de Manille ne recèle plus aucun typhon politique? Certes non! Le chef moral de la droite anti-communiste radicale, le général Enrile, a annoncé qu'il respecterait le verdict populaire. Ancien homme fort de Marcos, ministre de la Défense sous Aquino, les Philippines lui reconnaissent d'avoir basculé au bon moment. Ils attendent de lui, maintenant, qu'il se limite à l'action politique légale et rompe tout lien direct ou indirect avec l'ancien dictateur.

Les rebelles communistes et musulmans doivent eux aussi comprendre que le peuple exige la fin de la rébellion armée. Toutes les régions où ils sévissent ont voté, selon les plus récentes informations, en faveur de la nouvelle constitution. D'où leur obligation à poursuivre les négociations. La gauche doit d'ailleurs corriger son erreur de l'an dernier de n'avoir pas cru aux chances de succès du mouvement de Mme Aquino en respectant les nouvelles règles du jeu.

Le retour à la légalité politique pave la voie au rétablissement économique. Les deux tiers des Philippines vivent sous le seuil local de la pauvreté, fixé à \$US140 par mois, le pays n'arrive pas à régler avec le Fonds monétaire international les modalités du règlement de sa dette de \$US26,5 milliards, le monde rural attend toujours sa réforme agraire.

La présidente ne peut effacer d'un trait de plume une gabe qui a duré 20 ans. Qu'elle se méfie des espoirs déçus d'une population qui attend peut-être trop du nouveau pouvoir, et des trop nombreux convertis de la dernière heure qui recherchent simplement une nouvelle occasion de s'enrichir sous sa houlette.

Raymond GIROUX



LETTRES AU SOLEIL

Pagé court-circuite la démocratie

M. Michel Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, s'est montré "rigoureux", la semaine dernière, dans une déclaration concernant le zonage agricole... Cependant, pour un élu municipal concerné par la gestion de son territoire, les affirmations du ministre sonnaient faux et étaient plutôt décevantes et même confuses.

Dans une période de la vie municipale où les possibilités d'une démocratisation du processus de gestion sont grandes, la douche froide du ministre est dure à prendre.

Les MRC et les municipalités sont actuellement à élaborer leur proposition d'aménagement par laquelle elles peuvent enfin s'exprimer. A Pintendre (municipalité visée par le ministre), le conseil municipal a décidé à l'unanimité d'inclure une zone de protection dans son schéma d'aménagement. La MRC de Desjardins a approuvé cette proposition préliminaire...

Pintendre est une petite municipalité à grand territoire agricole et à forte population urbaine. Sa proposition d'aménagement propose de protéger l'agriculture et

les terres agricoles contre tout abus des urbains mais vise également à protéger le territoire agricole contre les abus de certains développeurs agricoles sans respect pour la terre et l'environnement et sans considération pour le voisin urbain. Le respect de l'environnement, le respect de la terre si chère aux vrais agriculteurs, le respect même du sens de la loi sont à la base de cette volonté d'une zone de protection qui s'applique autant à la périphérie des zones urbaines qu'à des sites écologiquement fragiles.

équivaloir à une zone de futur développement résidentiel ou commercial mais à Pintendre sachez qu'il s'agit d'une démarche honnête et démocratique. Enfin, et c'est probablement le plus grave, le ministre se fait lui-même justicier au cas où les tribunaux donneraient raison aux municipalités, ce droit d'ailleurs déjà donné aux municipalités de prendre en main leur territoire.

Le ministre s'est permis une attaque assez basse à la démocratie. N'aurait-il pas été plus "rigoureux" de le faire avec les principaux intéressés directement plutôt que par déclarations fracassantes dans les journaux qui risquent de semer plus de discordes que d'ententes...

Gilles Julien
Conseiller municipal
Pintendre

La colonisation!

La Commission de la protection du territoire agricole souffre d'une très grave lacune en ce qu'elle privilégie les grandes exploitations pour interdire le morcellement propre aux petits domaines. En cela, elle viole les droits fondamentaux des individus. Je propose donc:

1. Que chaque municipalité rurale soit autorisée à acquérir une banque de terres dans le secteur le plus convenable en terre cultivable qu'elle pourrait subdiviser en rangs doubles de lopins de 80 m de largeur et d'une superficie d'environ 10 acres.
2. Que l'entreprise soit sous l'autorité exclusive d'une commission ayant charge d'organiser des colonies dans chaque localité.
3. Que chaque lot soit vendu au prix coûtant à quiconque s'engage à s'y établir et consacrer tout son temps à la culture.
4. Productions suggérées: légumes, arbustes fruitiers, céréales et légumineuses, volailles, culture en serre, etc.
5. Exiger la méthode biologique

et organiser le contrôle de la certification, car les plantes comestibles issues d'un sol vierge possèdent un survalueur monétaire et commandent un marché ouvert. La puissance des coopératives en sera d'autant renforcée.

6. Utiliser l'enceinte comme instrument de base en vue d'éliminer complètement l'utilité d'un tracteur, le fouillage du sol et les espaces perdus...

But ultime du projet: un milieu idéal pour la relève agricole et la famille, une alternative valable pour notre jeunesse héritière d'un avenir sans issue. Enfin, pourquoi le droit d'occupation du sol doit-il être le privilège exclusif d'une industrie dont la productivité profite à tout le monde à l'exception du producteur, élimine la main-d'oeuvre, appauvrit la terre et contamine de pesticides et purin les cours d'eau et les réserves d'eau potable? Où se situe la rentabilité sociale de notre sol arable déjà très exigé?

Joachim Couture
Sayabec (Matapédia)

Pas fier de RV87

En ces temps difficiles pour notre langue française et notre identité québécoise francophone et malgré les promesses réitérées de l'industrie du disque et du spectacle ainsi que des deux paliers de gouvernement, quelle ne fut pas ma surprise lorsque je pris connaissance du programme du spectacle rock organisé dans le cadre de Rendez-vous 87.

Aucun artiste québécois francophone n'a été retenu, ne serait-ce que pour une courte apparition de première partie. Le groupe américain Chicago partagera la vedette avec des artistes canadiens (Glass Tiger et Tom Cochrane and Red Rider) ainsi que l'attraction "exotique" Autograph (directement d'URSS).

Mais avons-nous à nous gonfler d'avoir des artistes canadiens

N.D.L.R.

Adressez vos lettres à la Tribune des lecteurs et lectrices du SOLEIL, 390 Saint-Vallier est, G1K 7J6 (647-3368). Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

dans un spectacle au Canada? Il aurait de même été normal (ou plutôt logique) de réserver une apparition à un de nos artistes québécois qui n'aurait certes pas eu à rougir face aux autres si on se fie à la qualité de la production rock québécoise des dernières années.

J'ai honte qu'un spectacle de cette envergure, à Québec ait lieu sans nous, Québécois.

Eric Dubé
Charlesbourg

Stupide!

Pour appuyer la lettre d'Alain Beaulieu de Beauport, publiée le 23 janvier, je vous dirais qu'à ma visite au Vogue, Grande-Allée, (la première et la dernière), avec un ami, le gerant me demande, sans trop de courtoisie, de garder sur mes épaules mon veston (de cuir noir?) à cause de mes bras dénudés; alors que mon ami, lui, doit absolument laisser le sien (de cuir rouge-brique) au vestiaire. Comme quoi, la politique vestimentaire du "chic Vogue" est complètement absurde, pour ne pas dire stupide.

Jean-François Cloutier
Québec

Manoir Richelieu L'autre solution

Le médiateur spécial du gouvernement, M. Leboeuf, propose de faire vendre le Manoir et de jeter dehors M. Malenfant; quelle solution ridicule et injuste. Comment un éventuel acquéreur pourrait réconcilier les ex-syndiqués et les travailleurs actuels? Est-ce qu'ils pourraient fonctionner ensemble avec un bon esprit de camaraderie auprès des touristes? Seraient-ils capables d'oublier toutes les railleries et insultes qui pleuvaient tout l'été? Les familles divisées feront-elles un effort de réconciliation efficace pour rétablir un climat sain?

Vraiment, selon moi, la seule solution possible est que tous laissent tomber les armes, changent leur coeur; c'est-à-dire se

dépouiller de la haine, la vengeance, l'envie et investir ses énergies à rétablir la paix dans chaque famille et refaire l'unité dans Charlevoix.

La charité chrétienne nous dicte la conduite à suivre: le dommage causé aux biens et à la réputation d'autrui est un manquement grave au 10^e commandement.

M. Malenfant a encore d'autres projets en marche et continue à investir dans la région; cela suppose d'autres emplois disponibles pour ceux qui veulent travailler honnêtement.

Jean Lamontagne
Neufchâtel

Jeu dangereux

Notre manière de raisonner peut avoir de graves conséquences sur l'avenir. Nous possédons un droit de parole et d'expression de liberté parce que la démocratie existe, mais elle doit aussi être protégée et défendue cette démocratie. Faire des déclarations empiriques et exprimer des opinions tendancieuses peuvent lui porter atteinte.

C'est pourquoi je tiens à risquer à l'article d'un monsieur de Trois-Pistoles, qui dans le Soleil du 8 janvier fait éloge de Monsieur X qui a perturbé la vie économique, sociale et familiale et l'avenir d'une région.

Sachez, cher monsieur, que le mouvement syndicaliste, quoique imparfait, est une institution qui est attaquée dans plusieurs pays par l'ère conservatrice qui tend à défoncer la résistance à revendiquer une vie meilleure pour les travailleurs

face aux dictatures. Un professeur disait: "Le patronat doit sa domination non pas à son savoir faire supérieur mais seulement à la position dominante que lui confère la propriété du capital et l'ensemble des institutions modernes et des rapports juridiques qui le protègent."

Affirmer sa propre volonté, c'est s'exposer à ce que les autres vous opposent la leur. Une fois que le pouvoir du capital s'installe et devient arbitre, c'est l'oligarchie qui s'installe. Comme disaient les vieux touristes anglais: les riches dans leurs châteaux, les pauvres dans leurs tanneries.

En laissant pourrir plusieurs conflits de travail, le Parti libéral de Robert Bourassa démontre son vrai visage de parti de droite, très différent du nationalisme et libéralisme de Henri Bourassa.

Armand Caron
Donnacona

DOSSIERS

Gorbatchev asseoit son emprise

Remis de mois en mois, le dernier plénum du Comité central - sorte de "parlement" du parti communiste soviétique - s'est finalement terminé sur un renforcement évident de l'emprise de Mikhaïl Gorbatchev sur l'appareil d'Etat. Limogeages et promotions auront cependant fait apparaître une situation pour le moins paradoxale. Les quelque 40 millions de Soviétiques d'Asie centrale ne sont plus représentés à la tête de l'Etat. Milan Dragovic de l'agence France-press, fait le point.

♦ MOSCOU (AFP) - L'autorité de Mikhaïl Gorbatchev sort renforcée d'un plénum deux jours du Comité central qui, dans une longue résolution, a "pleinement approuvé" les options du secrétaire général pour une "transformation qualitative" de la société soviétique.

par Milan DRAGOVIC

Au sommet de la hiérarchie, le Comité central s'est débarrassé d'un "brejnévien", le Kazakh Dimnoumkhamed Kounaev, exclu du Politburo après son limogeage six semaines plus tôt au Kazakhstan où il dirigeait le PC depuis 22 ans.

Aucun dirigeant local n'a été jugé digne par le Comité central d'occuper le siège laissé vacant au Politburo par la mise à l'écart de M. Kounaev. Les quatre autres républiques d'Asie centrale sont régulièrement la cible de critiques acerbes pour leur gestion chaotique, la corruption qui y règne, le "népotisme" et autres "phénomènes négatifs".

Purge en Asie centrale

Une vaste purge s'opère ainsi depuis 1983, date de la mort de l'ancien premier secrétaire Charaf Rachidov, dans les rangs du PC d'Ouzbékistan (16 millions d'habitants).

Une situation paradoxale prévaut donc maintenant à la tête du Parti communiste soviétique: les quelque 40 millions d'habitants de l'Asie centrale ne sont plus représentés au Politburo, alors que Mikhaïl Gorbatchev vient d'appeler à une plus juste représentation des nationalités dans les organes dirigeants du pays.

Les cinq républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménie, Tadjikistan, Kirghizie), sur les quinze que compte l'URSS, sont celles où les rapports entre nationalités sont parmi les plus difficiles. En outre, l'Islam y exerce toujours une influence considérable et l'enseignement du russe s'y heurte à de farouches résistances.

M. Gorbatchev avait fait allusion à ces problèmes dans son discours de Tachkent le 24 novembre, une intervention musclée dont la presse n'avait publié que quelques extraits.

Le "Parlement" du Parti a promu un proche du secrétaire général, Alexandre Yakovlev, au grade de suppléant de l'instance suprême du PCUS, et a renforcé le secrétariat avec l'entrée de deux personnalités qui ont commencé leur ascension politique sous l'ancien No 1 Youri Andropov, le "père spirituel" de Mikhaïl Gorbatchev: Nikolai Shoukouv, déjà membre suppléant du Politburo, et Anatoli Loukianov, membre du Comité central depuis mars dernier. Le départ du secrétariat de Mikhaïl Zimianine, réputé pour son conservatisme le plus étroit, complète ce remaniement.

Pas moins de 34 membres du Comité central, du chef de l'Etat Andreï Gromyko au premier ministre Nikolai Ryjkov, en passant par le ministre de la Défense, le maréchal Sergueï Sokolov, et sept des 14 premiers secrétaires des républiques ont pris la parole au cours de ce plénum, considéré d'ores et déjà par les analystes comme l'un des événements les plus marquants des deux premières années de l'ère-Gorbatchev.

Rapport-fleuve

Le Comité central a souscrit "pleinement" à l'analyse politique faite par le secrétaire général dans son rapport-fleuve de mardi: "Il n'y a pas d'autre voie pour nous que celle de la refonte", proclame la résolution.

Le texte reprend l'essentiel des critiques de l'ère brejnévienne formulées par M. Gorbatchev: trop longtemps, le Parti avait négligé la "pensée théorique" et l'étude des "contradictions du socialisme en développement". Une telle attitude s'est traduite par un affaiblissement de la "démocratie socialiste", des erreurs dans "la planification, le style et les méthodes de gestion" et a favorisé le laisser-aller, l'inculture, l'indiscipline, l'alcoolisme et les "manifestations de nationalisme".

Toutefois, malgré les "tendances positives qui se renforcent et le "nouveau climat moral" qui s'est instauré en URSS au cours des deux dernières années, "les changements s'opèrent avec de grandes difficultés", souligne la résolution. Ceci concerne aussi bien la qualité des produits, que le développement de la science et de la technique, le secteur social, l'i-

déologie et surtout la "politique des cadres": "Les mécanismes qui freinent le développement socio-économique se sont formés au fil des ans et ils se désintègrent lentement", tandis que "le conservatisme et l'inertie n'ont pas encore perdu leur force".

Exploitation

Le PCUS entend "exploiter au maximum les possibilités d'extension de la démocratie socialiste" et permettre aux travailleurs de dire leur mot quant au choix des cadres, tandis que "l'autogestion" doit être partie intégrante de la vie des entreprises.

Suivant la recommandation de M. Gorbatchev, le Comité central a décidé d'introduire le principe de l'élection des responsables des entreprises, des usines et des fermes, des chefs d'équipe et des contremaîtres, jusqu'à présent désignés par le Parti. Il se propose également d'"étendre la pratique des concours pour le choix des responsables et spécialistes" et opte pour un "perfectionnement" du système électoral en introduisant, pour la première fois en URSS, la pluralité des candidatures.

Les élus devront rendre compte de leur activité "devant les collectivités de travail et la population" qui pourra "juger" leur travail et, au besoin, réclamer l'éviction de ceux qui ne sont pas à la hauteur de leur tâche. Enfin, tous les responsables locaux seront soumis périodiquement à des "tests probatoires".

Le Comité central a également jugé "opportun" une "discussion à l'échelle nationale" sur un projet de loi accordant une plus grande autonomie aux entreprises.

Les sans-parti

Le CC estime nécessaire d'"accélérer l'affectation de sans-parti à des postes de responsabilité", un moyen pour M. Gorbatchev de s'assurer l'appui des plus larges couches de la population, notent les analystes.

Le plénum s'est prononcé pour l'élaboration de "nouvelles lois" destinées à rehausser le rôle des tribunaux, à assurer leur indépendance et à "perfectionner le travail des organes d'instruction judiciaire", dans le but de "protéger les intérêts de l'Etat, les droits et libertés des citoyens".



Le secrétaire général du parti communiste soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a vu son "analyse politique" entérinée par le plénum.

La résolution appelle à une lutte "sans compromis contre toute manifestation de nationalisme et de chauvinisme, de sionisme et d'antisémitisme". L'échange de cadres entre les républiques doit contribuer à parfaire l'"éducation internationaliste" des Soviétiques.

Le plénum a invité les médias à favoriser la "transparence", et les artistes à "enrichir la vie spirituelle

de la société", tout en s'opposant à "l'agression idéologique et culturelle de l'impérialisme". En même temps, il a condamné "les ingérences incompétentes" dans la création artistique.

Le rôle de l'armée n'a pas été oublié: la "situation internationale complexe et l'aspiration des milieux impérialistes et militaristes à la suprématie nucléaire" implique

un renforcement du "potentiel économique" du pays et de ses "capacités défensives", souligne le texte.

Le Comité central n'a semblé-t-il pas pris de décision concernant la tenue en 1988 - suggérée par M. Gorbatchev - d'une Conférence fédérale du PCUS appelée à faire le point de la "refonte": la résolution n'en souffle mot.

Hollywood a cent ans... et les porte mal

Hollywood, la plus grande usine à rêves au monde, a 100 ans. Mais il semble bien qu'elle a perdu de son lustre et qu'elle n'est plus à l'image de sa réputation. Francis Kohn, de l'agence France-Press, retrace l'histoire de cette star vieillissante qui a grandement besoin d'un lifting.



Plusieurs acteurs et actrices célèbres ont laissé leurs empreintes sur Hollywood boulevard.

♦ LOS ANGELES (AFP) - Quand le 1er février 1887 Harvey Wilcox fit enregistrer au cadastre de Los Angeles le plan de son ranch, il ne pouvait pas savoir qu'il avait donné naissance à un mythe. C'est sa femme, Deida, qui avait choisi le nom du ranch: Hollywood.

par Francis KOHN

Ville mirage, mecque ou terre promise du cinéma, usine à rêves: les qualificatifs ne manquent pas pour désigner ce qui ne fut jusqu'au début du 20ème siècle qu'un hameau entouré de collines où poussaient oranges et avocats.

Dimanche dernier, Hollywood (bois de houx en anglais) a célébré son centième anniversaire même si bien évidemment le cinéma n'y fit son apparition que plusieurs années après la démarche officielle de M. Wilcox.

"Ce sera l'une des plus grandes fêtes jamais organisées à Hollywood", affirme le président du Comité du centenaire, Michael Telmann. Temps fort des festivités qui se prolongeront toute l'année, un parade en présence notamment de Bob Hope et James Stewart sur le "Walk of Fame", le célèbre bout de trottoir sur Hollywood Boulevard où les stars ont laissé dans le ciment les empreintes de leur pied ou de leur main.

Le tournage

Au tout début du cinéma américain, l'action ne se trouvait pas en Californie mais à New York. Même les westerns, genre déjà populaire, étaient réalisés dans la campagne du New Jersey, non loin de Manhattan.

Deux raisons principales ont contribué au destin d'Hollywood: d'une part son climat sec et doux qui permettait de tourner en extérieurs toute l'année, d'autre part

la volonté de certains producteurs de briser le monopole exercé par Thomas Edison.

En 1907, le colonel William Selig, principal rival d'Edison, filma près de Los Angeles un documentaire (le départ d'un dirigeable), et en 1909 il fit construire le premier grand studio sur la côte Ouest. Mais il faudra attendre Cecil B. De Mille pour qu'en 1913 Hollywood prenne son véritable essor.

Le cinéaste et producteur voulait tourner un western, "The Squaw Man", dans l'Arizona, mais ne trouvant pas le décor à son goût il prit le train jusqu'au terminus. C'était Hollywood. Il y resta et fit construire son premier studio dans une écurie.

En l'espace de quelques mois, les autres producteurs suivirent son exemple, et dès 1920, avec l'émergence du "star system", Hollywood, qui produisait près de 800 films par an, était devenu sans conteste la capitale du cinéma.

L'usine à rêves

Hollywood demeura la plus grande usine à rêves du monde jusqu'à la fin des années 40 quand deux événements vinrent bouleverser l'industrie du cinéma: la naissance de la télévision et le vote d'une loi anti-trust obligeant les grands studios à séparer leurs activités de production de leurs activités d'exploitation.

La puissance prodigieuse des "majors", MGM, Paramount, Warner, Fox, RKO, Columbia, Universal, allait en être ébranlée. Plus jamais on en verrait, comme dans les années 30 la Warner, pouvoir maintenir 350 décors permanents ou la MGM disposer d'une garde-robe de 15.000 costumes pour les hommes et 8.000 pour les femmes.

Pour des raisons budgétaires, un nombre croissant de longs métrages allaient être tournés en dehors d'Hollywood. Ce

phénomène des "runaway films", littéralement les "films fugitifs", n'a fait que s'accélérer au cours des dernières années et ce n'est qu'en 1986 que la municipalité de Los Angeles a pris des mesures pour tenter d'arrêter l'hémorragie.

Le nom d'Hollywood continue d'évoquer le luxe, la gloire, le rêve. Mais si Los Angeles reste la plaque tournante de l'industrie du cinéma, le quartier d'Hollywood n'est plus à l'image de sa réputation.

Le déclin

Dans les années 60, le quartier comme n'importe quel centre urbain américain s'est mis à périliter. Les stars fuient. La drogue et la prostitution s'installent le long de Hollywood Boulevard. Symbole de cette décadence, l'immense panneau sur la colline où est écrit le nom d'Hollywood perd ses lettres et personne ne songe à les remplacer.

"C'était une zone sinistrée aux immeubles abandonnés et on avait peur de se promener dans la rue", dit Mme Marian Gibbons qui a créé au début des années 80 une association pour la préservation d'Hollywood.

Les efforts entrepris récemment pour redonner de son lustre au quartier commencent cependant à donner des résultats. Des millions de dollars ont été investis pour sauver de nombreux sites désormais classés monuments historiques.

"Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire, mais les promoteurs immobiliers sont à nouveau en pleine activité", affirme Johnny Grant, maire "honoraire" d'Hollywood. (Hollywood a été rattaché à Los Angeles en 1910).

Comme une star vieillissante qui a besoin d'un lifting, Hollywood centenaire cherche à retrouver sa prospérité d'antan, mais son âge d'or semble bien révolu.

LE MONDE

Reagan livrerait des "extraits pertinents de ses notes personnelles"

♦ WASHINGTON (AFP) - Le président Ronald Reagan est prêt à communiquer "des extraits pertinents de ses notes personnelles" s'il est démontré qu'elles sont nécessaires dans le cadre de l'enquête sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, a annoncé hier le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Marlin Fitzwater.

Quelques heures auparavant, la présidence avait réaffirmé sa réticence envers une éventuelle communication des "notes personnelles" de M. Reagan à des enquêteurs sur le scandale iranien en soulignant que leur consultation pourrait empiéter sur la vie privée du président.

"Le président est d'accord pour remettre des extraits pertinents de ses notes personnelles s'il est déterminé que ce matériel est nécessaire", a déclaré M. Fitzwater dans un communiqué.

Les commissions d'enquêtes et le procureur spécial indépendant devront eux-mêmes déterminer si ces notes sont nécessaires, a-t-on précisé de source informée. Pour le moment, aucune demande de consultation des notes n'a été présentée. La manière de choisir les extraits sera déterminée une fois que la demande en sera faite, a-t-on ajouté de même source.

Liban: les autorités tentent de faire libérer Terry Waite

♦ BEYROUTH (AFP, AP) - Le rapt de M. Terry Waite, disparu depuis 13 jours à Beyrouth-Ouest, ne fait désormais plus de doute pour les principaux responsables politiques libanais, qui tentent de le sortir des griffes de ses ravisseurs.

M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, a été le premier à utiliser hier un langage sans détours, depuis que l'émissaire anglican a quitté le 20 janvier son hôtel dans le secteur à majorité musulmane de la capitale libanaise: "D'après les informations dont je dispose, il a été arrêté", a dit M. Berri à Damas.

M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP), a fait preuve du même pessimisme en déclarant, également dans la capitale syrienne, "qu'il ferait de son mieux pour délivrer M. Waite", et a ajouté que l'émissaire anglican se trouvait "quelque part et sous surveillance", donc plus libre de ses mouvements.

400 militants détenus en Israël, "n'est pas renouvelable et que les otages seront exécutés le 9 février".

Le communiqué est accompagné d'un cliché instantané en couleurs du professeur américain Alann Steen, portant ses lunettes, avec une barbe de plusieurs jours et paraissant abattu. La photo de M. Steen distribuée samedi avec le troisième communiqué de cette organisation, le montrait souriant et détendu, sans ses lunettes.

Appel à la grève

Par ailleurs, le Beirut University College (BUC) a appelé à une grève générale aujourd'hui au Liban pour protester contre le rapt le 24 janvier de quatre de ses enseignants, trois américains et un indien résidant aux États-Unis, et contre le

départ massif des enseignants étrangers du Liban.

Onze enseignants du BUC, détenus de la double nationalité libanaise et américaine, vont quitter Beyrouth-Ouest incessamment à la suite des mesures prises par les États-Unis pour forcer ses ressortissants à quitter le Liban, ont indiqué les participants.

Présence renforcée

Par ailleurs, la marine américaine poursuit le renforcement de sa présence militaire en Méditerranée orientale, mais il s'agit de simples mesures de précaution et aucune opération de représailles ou de libération d'otages au Liban n'est envisagée, a-t-on déclaré hier au Pentagone.

Selon des sources informées au département de la Défense, le porte-avions *Kennedy*, après une escale à Malaga (Espagne) pendant le week-end, est parti rejoindre un autre porte-avions, le *Nimitz*, en Méditerranée orientale, alors qu'il aurait dû normalement rentrer aux États-Unis. Le *Kennedy* devrait faire escale à Haifa (Israël) vers la fin de la semaine.

Le Pentagone a doublé, de 1,900 à 3,800, le nombre de marines (fusiliers-marins) embarqués à bord d'unités de la 6ème flotte. Quelque 1,900 marines qui devaient rentrer à Rota (Espagne), où sont arrivés récemment ceux qui devaient les remplacer, ont été maintenus en Méditerranée orientale.

Hamadé, membre d'un réseau iranien?

♦ NEW YORK (AFP, AP) - Le présumé terroriste libanais récemment arrêté en Allemagne de l'Ouest, Mohammed Ali Hamadé, serait membre d'un réseau iranien en RFA, affirme *Newsweek* dans sa dernière livraison, citant des sources des milieux du renseignement.

Ces sources précisent que ce réseau est dirigé, "avec l'accord apparent de Téhéran", par un diplomate de l'ambassade d'Iran à Rome, Nasser Daryaei. "Des responsables de services de renseignement soupçonnent Daryaei d'avoir organisé en novembre 1985 l'attentat à la bombe contre un magasin de l'armée américaine à Francfort", écrit *Newsweek*.

Le magazine ajoute que ce diplomate iranien "a failli être capturé en France il y a un an, lorsque son Opel rouge avait forcé un barrage routier". La voiture, rappelle *Newsweek*, avait été retrouvée ensuite

par la police française et "contenait un arsenal dans son coffre".

Selon les sources de *Newsweek*, Daryaei, qui jouit de l'immunité diplomatique et a échappé à un mandat d'arrêt lancé par la RFA à son encontre, pourrait aussi être responsable de l'assassinat, le mois dernier à Hambourg, d'un iranien, l'ancien pilote du président du Parlement Hachemi Rafsanjani.

Entre-temps, à Francfort, la chaîne de télévision ZDF a déclaré hier soir des agents iraniens ont participé à l'enlèvement des deux ressortissants ouest-allemands au Liban à la suite de l'arrestation en RFA de Hamadé.

La cellule de crise du gouvernement de Bonn, selon ZDF, s'attend à recevoir une nouvelle proposition de négociation de la part des ravisseurs par le biais d'un intermédiaire cette semaine. Le gouvernement ouest-allemand s'est refusé à tout commentaire à ce sujet.

Transfertement

Pour sa part, l'Organisation du "Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP)" a annoncé aujourd'hui avoir effectué le transfertement "hors de la région de Beyrouth", dans différents "endroits sûrs", des trois Américains et du ressortissant indien qu'elle détient depuis le 24 janvier.

Dans un communiqué manuscrit en arabe, remis peu après minuit à une agence de presse occidentale à Beyrouth, le JILP affirme avoir décrété la "mobilisation générale" dans ses rangs après avoir reçu des informations selon lesquelles "Washington prépare une agression militaire sous prétexte de lutter contre le terrorisme et libérer les otages".

Le JILP, qui incite "toutes les forces qui détienne des otages" à suivre son exemple, rappelle que le délai d'une semaine, accordé samedi pour échanger ses otages contre



M. William CASEY



M. Robert GATES

Robert Gates nommé directeur de la CIA

♦ WASHINGTON (AP, AFP) - Le directeur de la CIA, M. William Casey, qui vient d'être opéré d'une tumeur au cerveau, a démissionné et sera remplacé par son adjoint M. Robert Gates. La nomination de ce dernier doit maintenant être confirmée par le Sénat.

M. Casey, 73 ans, s'est vu offrir le poste de conseiller présidentiel.

M. Gates est un professionnel du renseignement et un spécialiste de l'Union soviétique qui, selon les milieux spécialisés, devrait poursuivre la politique de son prédécesseur.

Actuel directeur adjoint de la CIA, M. Gates, qui avait rejoint l'agence il y a vingt ans comme analyste, devrait présider les services de renseignement américains pendant les deux dernières années de la présidence de M. Ronald Reagan.

Contrairement à M. Casey, M. Gates, 43 ans, n'est pas un ami proche de M. Reagan mais, selon les milieux spécialisés, son expérience en matière de renseignement devrait lui valoir le soutien des cadres de la CIA, à un moment où l'agence est de nouveau ébranlée par le scandale des ventes d'armes à l'Iran et le transfert de fonds aux rebelles nicaraguayens.

M. Gates, docteur en russe et en histoire soviétique, qui assumait

l'intérim de M. Casey depuis l'hospitalisation de ce dernier le 18 novembre dernier, est entré à la CIA en 1966 et y a accompli toute sa carrière, à l'exception de six années au sein du Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche de 1974 à la fin de 1979, sous les présidences de MM. Richard Nixon, Gerald Ford et Jimmy Carter.

Affaires de drogue

D'autre part, le président Ronald Reagan a nommé hier M. Donald Ian Macdonald conseiller spécial chargé des affaires de drogue, a annoncé hier M. Marlin Fitzwater, le nouveau porte-parole de la Maison-Blanche.

M. McDonald, 55 ans, ancien pédiatre, remplacera M. Carlton Turner qui avait démissionné en décembre dernier. Il travaillait jusqu'à présent au département de la Santé où il était chargé des problèmes d'alcoolisme, de toxicomanie et de santé mentale.

Sa nomination intervient alors que des responsables du Congrès accusent la Maison-Blanche de vouloir couper les crédits consacrés à la lutte contre la drogue en dépit de la volonté affichée par M. Reagan et son épouse Nancy de faire campagne contre la consommation et l'importation illégale de stupéfiants aux États-Unis.

Une nouvelle affaire de vente d'armes américaines à l'Iran

♦ NEW YORK (NYTNS, AFP) - De hauts responsables du renseignement au Pentagone ont appris il y a plus d'un an que des marchands d'armes privés cherchaient illégalement à vendre à l'Iran 39 avions de chasse américains F-4 et d'importantes quantités d'autres armes, mais ils n'ont rien fait pour arrêter ces ventes, selon des documents confidentiels.

Ces responsables espéraient, en laissant l'opération se poursuivre, obtenir des informations secrètes sur l'Iran et sur les avions de chasse soviétiques que les Iraniens ont pris aux Irakiens, précise-t-on de mêmes sources.

Le Pentagone a confirmé qu'il avait été informé de ces tentatives de ventes au début de décembre 1985, alors qu'elles ont été amorcées en 1983. Mais, selon plusieurs marchands d'armes, le Pentagone le savait depuis le début de 1984.

Les tractations se sont poursuivies même pendant la période au cours de laquelle le gouvernement Reagan tentait lui aussi de vendre secrètement des armes aux Iraniens.

Le projet de ventes dévoilé hier porte le nom de Demavand (du nom de la plus haute montagne de l'Iran) et était évalué à plus d'un milliard de dollars américains.

Aucun des marchands interrogés n'a été en mesure de dire si des chasseurs ont été effectivement livrés aux Iraniens, mais, selon des sources militaires irakiennes, ces derniers semblent disposer d'un plus grand nombre de F-4 depuis l'automne dernier.

Les États-Unis avaient imposé un embargo sur les ventes d'armes américaines à l'Iran après la prise d'assaut de leur ambassade à Téhéran le 4 novembre 1979 par des étudiants islamiques qui y avaient détenu en otages 52 Américains pendant 444 jours.

Selon le *New York Times*, de nombreuses banques européennes ont joué un rôle important dans le financement du projet Demavand en acceptant d'ouvrir des comptes secrets et d'offrir des lignes de crédit.

En acceptant de participer à ce réseau de financements secrets, ces institutions financières n'ont violé aucune loi des pays européens concernés, mais elles ont soutenu des actions auxquelles le gouvernement américain s'était officiellement déclaré opposé.

NASA: des astronautes reprennent l'entraînement

♦ (D'après NYTNS) - Pour la première fois depuis la catastrophe de *Challenger* le 28 janvier 1986, des astronautes entrepris hier une session d'entraînement intensif de plusieurs mois.

C'est pour eux un véritable événement qui marque la fin d'une année de frustration et de découragement engendrée par la mort de sept de leurs collègues dans l'explosion de *Challenger*. Certains de leurs camarades, ayant perdu tout espoir de s'aventurer un jour dans l'espace, ont simplement abandonné le programme de la navette spatiale. Cependant, la réorganisation de l'agence spatiale qui a fait suite à cette catastrophe semble avoir remonté le moral de plusieurs astronautes et les dirigeants de la NASA cherchent activement à en

recruter d'autres.

Au Centre spatial de Houston, la reprise des missions d'entraînement est considérée comme un important symbole de revitalisation.

Les cinq astronautes choisis pour former l'équipage de la prochaine mission sont le capitaine Frederick Hauck (marine), le lieutenant-colonel Richard Covey (armée de l'air), le major David Hilmers du corps des Marines, John Lounge et George Nelson. Ce sont tous des vétérans du programme des vols spatiaux. Ils effectueront leur mission à bord de la navette *Discovery* le 18 février 1988 si la NASA parvient à apporter à temps les améliorations souhaitées aux fusées d'appoint, dont une défectuosité avait été à l'origine de la tragédie de *Challenger*.

EN BREF

Syndicalistes assassinés

JOHANNESBURG (AFP) - Un responsable syndical noir a été tué et un autre syndicaliste blessé par un tireur blanc qui a ouvert le feu sur un groupe de travailleurs devant une boutique dans le centre de Johannesburg, dimanche, a annoncé hier un porte-parole du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Selon le porte-parole, les victimes, participant à une réunion syndicale, venaient d'avoir une dispute avec le propriétaire d'un bar où il sont allés lors d'un break. Trois autres syndicalistes ont été récemment tués dans des circonstances analogues, a affirmé le porte-parole qui a dénoncé "un plan concerté visant à éliminer les membres de notre syndicat".

Chéops livre des secrets

LE CAIRE (AFP) - Le président de l'organisme égyptien des Antiquités, M. Ahmed Kadry, a annoncé hier la découverte par une équipe de chercheurs japonais de nouvelles cavités à l'intérieur et autour de la Grande Pyramide de Chéops ainsi qu'autour du Sphinx situé à proximité. M. Kadry a estimé que ces nouvelles découvertes étaient "susceptibles de révolutionner les connaissances acquises en matière d'égyptologie". Ce n'est qu'à partir du 15 avril, a-t-il cependant souligné, que l'on saura ce que recèlent exactement ces cavités, lorsque les données recueillies auront été traitées sur ordinateur à Tokyo.

Shultz se rendra en Chine

WASHINGTON (AFP) - Le secrétaire d'Etat George Shultz se rendra en visite en Chine du 1er au 6 mars, a annoncé le département d'Etat. M. Shultz, qui a accepté une invitation de son homologue chinois, rencontrera les dirigeants chinois à Pékin et se rendra dans d'autres parties de la Chine. Le président Reagan s'était rendu en Chine en avril 1984. La visite de M. Shultz témoigne de l'amélioration ces dernières années des relations entre Washington et Pékin, qui avaient signé en novembre un contrat d'un demi-milliard de dollars portant sur la modernisation d'avions de chasse chinois.

PAYEZ MOINS

D'IMPÔT

En adhérant au Fonds de solidarité, vous payez moins d'impôt.

Au total, l'économie d'impôt que vous pouvez ainsi réaliser peut atteindre et même dépasser 80% du montant investi, selon votre revenu.

PARTICIPEZ DÈS MAINTENANT!



Pour communiquer avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec:

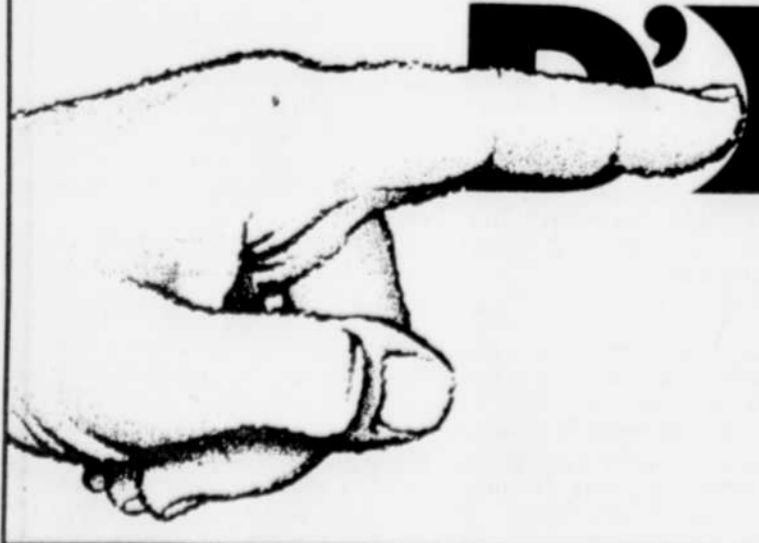
Montréal: (514) 285-6400
Québec: (418) 622-3258
Extérieur: 1-800-361-7111 (sans frais)

Le Fonds a un bureau de service au rez-de-chaussée du Complexe G.

Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations requises dans le document d'information du Fonds.

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

PLUS QU'UN REER, UN ACTIF



ÉCONOMIE



Sursis pour les navigateurs du Saint-Laurent

Les opérateurs de navires du Saint-Laurent respirent un peu plus à l'aise depuis la décision du

par Régys CARON

gouvernement fédéral de retirer de son projet de loi sur la marine marchande du Canada, l'article quatre qui aurait autorisé la garde

côtière à recouvrer ses frais directement chez les usagers.

D'abord contenue à l'intérieur de l'ex-projet de loi C-75, la politique du gouvernement fédéral visait à exiger des navigateurs qu'ils assument les coûts des services offerts par la garde côtière canadienne. Ces services peuvent prendre la forme d'une assistance aux navires com-

merciaux pour leur donner accès aux ports du Saint-Laurent, l'inspection des navires ou encore l'aide de brise-glaces.

Il ne s'agit cependant que d'un sursis. Le ministre des Transports John Crosbie ayant décidé de procéder à des consultations avec les utilisateurs des services de la garde-côtière.

Sursis ou pas, les gens de la Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES) s'en réjouissent. Dans un communiqué transmis à la presse, la SODES rappelle que les entreprises de commerce maritime sur le Saint-Laurent connaissent des temps difficiles. Surcapacité de transport, vive concurrence provenant de la

voie maritime du Mississippi ont rendu les navigateurs très vulnérables à la moindre hausse des coûts.

Le projet C-75 avait soulevé une levée de boucliers au cours de l'été 1986. Lors d'un colloque sur le Saint-Laurent tenu à Sept-Îles, les membres des villes portuaires du Québec et les navigateurs commerciaux regroupés au sein de la SODES avaient marqué leur vive opposition à l'article quatre du projet C-75 visant à autoriser la garde-côtière à recouvrer ses coûts.

À l'Association des opérateurs de navires du Saint-Laurent (AONS),

on se réjouit également de la décision du ministre Crosbie. "L'article quatre n'existe plus mais il reste à savoir sous quelle forme il sera réintroduit", s'interroge Pierre Beaudoin, trésorier de l'AONS, dont les membres étaient réunis en congrès à Québec, ces deux derniers jours.

La SODES se dit en accord avec le principe de recouvrement partiel des coûts des services publics. Le ministre Crosbie a annoncé une série de consultations avec les usagers avant de réintroduire sa politique.

Dépérissement des érablières

Pas d'indemnisation pour les acériculteurs

Gabriel Fontaine, le député progressiste-conservateur de la circonscription de Lévis, se dit prêt à faire siéger à Québec, en mars, le Comité permanent de l'environnement et de la forêt des Communes dans l'espoir d'amener le gouvernement fédéral à consacrer des budgets à la lutte contre le dépérissement des érablières.

par Raymond GAGNE

Par contre, les acériculteurs québécois ne doivent pas s'attendre à recevoir du gouvernement Boursassa quelque indemnisation que ce soit puisqu'aucune preuve formelle

n'existe que la pollution atmosphérique est la cause principale du dépérissement.

Ce sont là les deux éléments nouveaux du dossier relatif au dépérissement des forêts qui ont été mis en évidence, hier, dans le cours d'un colloque sur le dépérissement des érables et de la forêt.

Organisé par le Comité sur les précipitations acides de l'UPA dont le président est M. Alain Gauthier, ce colloque avait pour but de permettre aux quelques 200 acériculteurs réunis à la Maison Jésus-Ouvrier du boulevard Père Lelièvre d'arrêter une stratégie en vue d'amener les gouvernements et autres

intervenants à mettre de l'avant des mesures concrètes en vue d'arrêter la progression du dépérissement des érablières.

Le député conservateur de Lévis, M. Gabriel Fontaine, a accédé à la présidence du Comité permanent de l'environnement et de la forêt il y a à peine quelques semaines.

Ce comité, comme tous les autres comités de la Chambre des Communes, a pour tâche d'enquêter sur différents sujets qui lui sont proposés ou qu'il détermine, et fait ensuite rapport au parlement.

M. Fontaine est conscient que le seul fait de faire siéger le comité à Québec et de lui faire entendre les doléances de l'UPA et des acériculteurs concernant le dépérissement des érablières et d'en faire rapport au parlement fédéral n'apportera pas la garantie d'une implication monétaire éventuelle de la part du gouvernement fédéral.

Le député est toutefois d'avis qu'un tel geste pourrait contribuer à sensibiliser davantage les autorités fédérales à l'importance écologique et économique du phénomène et, partant, à les inciter à simplifier à ce niveau.

Pas d'aide financière

Depuis l'an dernier, l'UPA et les acériculteurs réclament, tant du gouvernement fédéral que du gouvernement québécois, une indemnisation de l'ordre de \$87 millions. Cette somme est une évaluation sommaire des pertes encourues par les producteurs et résultant de la diminution des entailles.

Maintes représentations ont été faites, depuis un an, pour que les deux ordres de gouvernement agissent en ce sens. Elles n'ont pas obtenu de succès. Et l'UPA et les acériculteurs durent demeurer sur leur appétit ignorant même les motifs pouvant expliquer le silence des autorités.

C'est un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui les en a finalement informés, hier, au cours du colloque sur le dépérissement.

Gaston Allard, un chercheur du MAPAQ, leur a tout simplement dit que "s'il n'y a pas de programme d'indemnisation, c'est parce que le phénomène du dépérissement n'a pas encore de preuve formelle que la pollution atmosphérique en est la cause."

La déclaration a eu l'effet d'une douche froide au point où un représentant de l'UPA a cru devoir se lever et lancer aussitôt: "Les politiciens devront bientôt prendre la position de la population."

Peu de nouveau

En somme, le colloque sur le dépérissement des érables et de la forêt n'aura apporté que peu de nouveau.

Il fut plutôt l'occasion de constater, une fois de plus, que le dépérissement progresse rapidement, qu'il affecte non seulement les érables mais l'ensemble de la forêt feuillue du Québec et qu'il s'attaque maintenant à la forêt résineuse.

Les participants ont pu constater que la recherche des causes du dépérissement et de moyens d'action pour le contrer se poursuivait mais que les résultats s'avéraient, pour l'instant, plutôt minces.

Enfin, ils furent près de 200 à réaliser que le niveau politique demeurerait tiède devant le phénomène qui détruit non seulement le patrimoine des acériculteurs mais menace de faire disparaître du sol québécois l'érable et de nombreuses essences qui font actuellement l'une des grandes richesses du Québec.

Les contraintes de l'industrie de la publicité

L'ancien publicitaire Claude Cossette, recyclé dans l'enseignement universitaire, vient de publier un quatrième livre dans lequel il prétend révéler "les dessous" d'une agence de publicité, avec la collaboration d'un ancien élève, René Déry.

par Marc LESTAGE

Les co auteurs ont présenté leur volume intitulé "La publicité en action" "comme une brique susceptible d'intéresser un très large public". Ils reconnaissent cependant que le "document a été conçu de façon à servir de document de référence aux étudiants en publicité marketing".

Voilà qui précise les très importantes questions du "positionnement du produit" et de la "clientèle cible", pour emprunter le jargon des spécialistes.

L'intérieur

Après 20 ans d'enseignement, le fondateur de Cossette Communication dispose évidemment d'une impressionnante collection de notes, d'observations et de contenus de cours sur la publicité et le marketing.

Pour finir, ordonner et actualiser les informations choisies pour constituer le contenu de son dernier livre, il s'est assuré la collaboration d'un ancien élève de 20 ans son cadet et "qui semblait particulièrement perspicace". Ce partenaire qui impressionnait le professeur Cossette par la qualité de ses travaux est M. René Déry, aujourd'hui concepteur publicitaire à l'emploi de CITE, la station FM de la Grande-Allée, à Québec.

Les travaux didactiques sont souvent monotones. C'est probablement pour échapper à ce piège que les auteurs ont choisi de nous faire découvrir ce monde complexe à travers l'expérience d'une directrice de publicité d'entreprise chargée de choisir une maison de publicité, préparer un programme et le concrétiser.

Dialogues

Cette option a permis aux auteurs de présenter la réalité du marketing à travers un dialogue en-



tre les vedettes de ce roman inusité.

Leur propos sert d'entrée en matière aux chapitres plus théoriques où l'on explique en long et en large les pourquoi et les comment du choix d'une agence, de la clientèle, du positionnement, des différents moyens de publicité, des sondages, de l'importance de la retro-action (feed-back), à partir d'exemple concrets ou de l'expérience des héros fictifs de l'agence Communimark qui font les frais de ce scénario.

Cette nouvelle publication sera certainement appréciée des assoiffés de publicité et marketing qui ont déjà réservé un accueil intéressant aux précédents travaux de Cossette, sur le communication de masse, la segmentation des marchés, et la communication par l'image.

La Publicité en action, de MM. Claude Cossette et René Déry. Les éditions Rigault internationales et Les éditions du publicitaire. 512 pages. \$47.00

\$100.00

C'est le temps plus que jamais...
Il reste seulement 1 000 billets
ACHETEZ VOTRE BILLET CONDO-SOLEIL DU CARNAVAL

Courez la chance de gagner un:
condominium
à deux pas de la mer
situé à
Pompano Beach, Floride

Ne tardez pas, formez votre groupe dès maintenant
4 000 billets en disponibilité seulement 100\$

Tirage le 12 février 1987
au Super Casino Royal

Composez dès maintenant sans frais
(418) 623-4192

En collaboration avec les agents du Permanent
Le Permanent
La Société Canada Trust

Le tirage est sous la surveillance de M. Ivan Cloutier, c.a., de la firme Charette, Fortier, Hawey et Ass.

\$100.00

LA POLITIQUE, LES DOSSIERS, L'EDITORIAL...

L'actualité politique, les grands dossiers de l'heure et l'éditorial font l'objet d'articles et de commentaires fouillés, rédigés par des spécialistes.

LE SOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de Québec (comptez le numéro sans frais) 1-800-463-2330

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00



IL Y A DES REER QUI NE MÈNENT NULLE PART!

Ne risquez pas d'être surpris par le froid lorsque sonnera l'heure de la retraite. Une différence de quelques points de pourcentage aujourd'hui représente une *grosse différence* à la longue.

Il est fort probable que votre REER ordinaire vous rapporte beaucoup moins que ce que vous seriez en droit d'attendre. Une importante différence de rentabilité peut exister entre ces régimes ordinaires et les REER autogérés McLeod Young Weir.

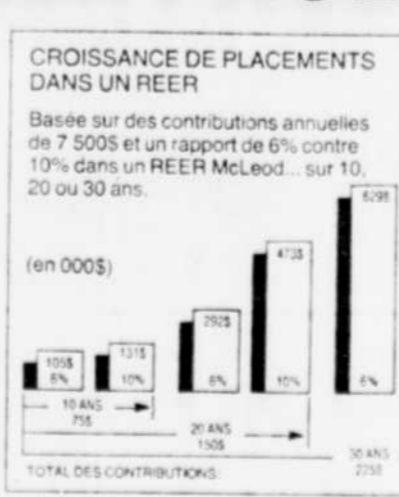
Par exemple, si vous contribuez 7 500\$ pendant dix ans à un taux de 6%, votre capital accumulé sera de 105 000\$. Supposons maintenant que vous ayez obtenu 10% sur vos dépôts, vous posséderiez alors 131 000\$. C'est 26 000\$ de plus!

Quel que soit le genre de REER que vous possédez maintenant, McLeod Young Weir peut grandement améliorer votre avenir financier. Nos conseils en placements s'appuient sur de nombreuses études en profondeur et notre vaste gamme de produits vous offre un bon choix d'investissements.

Remplissez et envoyez le coupon ci-contre ou appelez un des représentants en placements au bureau de McLeod Young Weir de votre région.

1167, avenue Jean Dequen
Ste-Foy, Québec
(418) 659-4960 ou
1-800-463-5000

38, rue St-Germain Est
Rimouski, Québec
(418) 721-5511 ou
1-800-252-9039



McLeod Young Weir, des décideurs qui agissent.

J'aimerais avoir un REER à croissance supérieure grâce aux conseils en placements de McLeod Young Weir. Veuillez m'envoyer votre brochure sur les REER autogérés McLeod Young Weir.

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Province: _____ Code postal: _____

Téléphone: Bureau: _____ Domicile: _____

Pastez à: McLeod Young Weir
760, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H3A 1G1
B.V. Service du Marketing

TORONTO

(suite de la page B-8)
S&P 100 125.14 +0.14
Dow Jones 1178.14 +1.14

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell Canada, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell Canada, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell Canada, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell Canada, and others.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell Canada, and others.

OPTIONS transigées

Cours des options Trans-Canada transigées

aux Bourses de Montréal et de Toronto.

Un contrat d'option est de 100 options.

Table of option prices for various companies.

Table of option prices for various companies.

Table of option prices for various companies.

Table of option prices for various companies.

Table of option prices for various companies.

MONNAIES

TORONTO (PC) — Voici les taux des devises étrangers

Table of exchange rates for various currencies.

FRUITS ET LÉGUMES

MONTRÉAL (PC) — Voici les prix de gros (moyenne) des légumes fournis aux détaillants

Table of prices for various fruits and vegetables.

PMAC

ASSOCIATION CANADIENNE DE L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT

Table of pharmaceutical company stock prices.

PRICE WATERHOUSE

Monsieur Pierre Mantha, associé directeur général de Price Waterhouse au Québec



M. JULIEN LEMIEUX

RICHARDSON GREENSHIELDS DU CANADA LIMITEE

Richardson Greenshields du Canada Limitee a le plaisir d'annoncer la nomination de Charles M. Winograd



Charles M. Winograd

NOMINATION

M. Charles Martel, vice-président et directeur du bureau de Québec



M. Denis Harrington

FORFAIT NEIGE

An Manoir du Lac Delage, détente, confort et tranquillité se conjuguent et vous donnent rendez-vous.

Notre forfait comprend la chambre, le repas du soir, le petit déjeuner et la pratique des activités sportives

Tout compris 64\$ par personne par jour en occupation double.



LE MANOIR DU LAC DELAGE

HOTEL DE VILLÉGIATURE ET CENTRE DE CONGRÈS.

40, Ave du Lac, Ville du Lac Delage, (Québec) G0A 4P0

RÉSERVATIONS (418)848-2551 1 800 463-2841

Advertisement for Plus qu'un Reer, featuring a large percentage (0,25%) and text about special offers.

Advertisement for Fiducie du Québec, featuring a large percentage (0,25%) and text about financial services.

ÉCONOMIE EN UN CLIN D'OEIL

Institutions financières: un coup de pouce de Québec

Le gouvernement du Québec a l'intention d'apporter des modifications aux lois de la province régissant les institutions financières. Selon le ministre délégué à la Privatisation, Pierre Fortier, le but est de rendre les institutions québécoises le plus compétitives possibles dans le cadre de la déréglementation fédérale.

Fusion Ingersoll-Rand

A la suite d'un accord de principe survenu hier, l'usine sherbrookoise de machinerie papetière d'Ingersoll-Rand Canada deviendra l'une des quatre usines d'une nouvelle compagnie, née de la fusion entre firmes américaine et européennes.

Résultats Montreal Trustco

Montreal Trustco a terminé l'année 1986 avec des profits de \$27 millions, une hausse de 47 pour 100 par rapport à l'année précédente alors qu'ils ont atteint \$18,4 millions.

Le dollar canadien a touché 75¢ US

TORONTO (PC) - Le dollar canadien a atteint pendant un court moment dans la journée de lundi la cote de 75 cents US, accroissant la pression à la baisse sur le loyer de l'argent.

Il a gagné 30 centièmes pour finir à 74,97 cents US, son plus haut niveau depuis le 5 février 1985. A un moment, notre dollar se changeait à 75,08 - un chiffre qui aurait été impensable il y a un an, alors que notre monnaie était tombée à moins de 70 cents US.

Le dollar canadien a gagné en valeur plus de 2,5 cents US depuis la fin décembre. En février 1986, il s'était effondré à 69,24 cents face à la devise américaine et les prévisionnistes disaient à l'époque qu'il ne monterait guère au-delà de 70 cents dans les douze mois à venir.

Cascades obtient le feu vert

La Commission des valeurs mobilières a levé, hier, l'interdiction, prononcée le 22 janvier, interdisant à Cascades toute opération sur les actions de catégorie B de Rolland. La commission précise que la décision tient au fait que Cascades s'est conformé à cette décision, le 30 janvier, en faisant une offre aux porteurs d'actions de catégorie A, sans droit de vote, de Rolland, et qui avaient déposé leurs actions en réponse à l'offre publique d'achat du 21 novembre dernier.

Diesel moins populaire

Le marché des voitures diesel aux Etats-Unis s'est effondré en 1986, avec un recul de 56,6 des ventes, selon les statistiques professionnelles compilées par la revue spécialisée Automotive News. Cette chute, qui a touché surtout les constructeurs allemands, s'explique par une baisse continue du prix de l'essence aux Etats-Unis, alors que celui du gas-oil restait pratiquement inchangé; 40,585 voitures diesel ont été vendues l'an dernier dans ce pays, après 93,345 en 1985.

Résultats Celanese

Celanese a réalisé des profits de \$18,8 millions en 1986, une hausse de 49 pour 100 par rapport à 1985 où ils avaient été de \$12,6 millions. Le bénéfice par action est ainsi passé de \$0,87 à \$1,32. Les ventes ont aussi augmenté de 2,5 pour 100, s'établissant à \$345,2 millions.

Usine de granite

Les sociétés d'exploration minière Vior Inc. et Dufresnoy ont acheté l'usine de transformation de granite "Les Granites Frontenac" à Lac Drolet, dans la circonscription de Mégantic. Dufresnoy et Vior ont acquis respectivement 51 et 49 pour 100 des actions de la compagnie pour une somme nominale. Les acheteurs doivent injecter \$325,000 dans le fonds de roulement de l'usine qui a connu des difficultés récemment à la suite d'un projet d'expansion.

FONDS MUTUELS

Table listing various mutual funds with columns for fund names, categories, and performance metrics. Includes sections for 'Membres de l'IFPC' and 'Non-membres'.

«Des conseillers financiers professionnels pour un REER à votre mesure»

FONDS D'INVESTISSEMENT Profitez de nos stratégies de placement. Nos fonds constituent un abri fiscal très intéressant et offrent une grande diversification. Aucun frais d'acquisition.

Table showing investment rates: FONDS HYPOTHÈQUES 14.9%, FONDS CANADIEN 17.6%, FONDS RETRAITE 18.9%

REER AUTOGÉRÉS Avec ou sans gestion, ils sont avantageux. Nous offrons conseils, service efficace, en plus d'escomptes appréciables sur les commissions de courtage.

«UNE BANQUE D'IDÉES PROFITABLES POUR VOTRE RETRAITE»

QUÉBEC 850, place d'Youville 692-1221 QUÉBEC Galeries de la Capitale 626-1221 SAINT-FOY 1175, rue de Lavigerie 659-1814

FIDUCIE PRÊT ET REVENU



MAXIMISER LE RENDEMENT ET LES AVANTAGES FISCAUX DE VOTRE R.E.E.R. VOUS INTERESSEZ?

L'immobilier La gestion professionnelle de portefeuille Des commentaires sur l'économie et sur le marché La fiscalité

Venez assister à la conférence de PLACEMENTS GEOFFRION, LECLERC avec

- The Industrial Group of Funds, Caron Bélanger Clarkson Gordon, LA BANQUE D'ÉPARGNE, GESTION FINANCIÈRE TIMVEST

LE MERCREDI 4 FÉVRIER 1987 À 19:30 HEURES HILTON INTERNATIONAL QUÉBEC

PORTÉ DU PALAIS 3, PLACE DU QUÉBEC Pour réservation, composez le (418) 648-6000 NOMBRE DE PLACES LIMITÉ

Prenez le contrôle

Ça prend peut-être moins de capital que vous pensez pour prendre le contrôle. Les cadres ne se rendent pas toujours compte qu'ils ont les moyens de faire l'acquisition d'entreprises.



UNISYS

Deux compagnies ayant une précieuse tradition. Deux compagnies visant les mêmes objectifs. Deux compagnies maintenant soudées en une. Sperry et Burroughs sont fiers d'annoncer leur fusion.

Voici Unisys. Plus de 100 000 employés dans plus de 100 pays et un chiffre d'affaires de \$10 milliards.

Unisys. La solidité et la stabilité d'une compagnie avec les ressources combinées de Sperry et de Burroughs, élevées à une nouvelle puissance.

La puissance? Grâce à l'envergure de cette puissance en commun, l'industrie informatique entre dans une ère de choix significatif, une nouvelle ère. Une ère de réelle compétition. De cette compétition sortira un seul gagnant. Vous.

